



## L'institut d'histoire des sciences

Jean Gayon

### ► To cite this version:

| Jean Gayon. L'institut d'histoire des sciences. Cahiers Gaston Bachelard, 2016, 14. halshs-01286480

**HAL Id: halshs-01286480**

**<https://shs.hal.science/halshs-01286480>**

Submitted on 10 Mar 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **L'institut d'histoire des sciences**

Jean GAYON<sup>\*</sup>

L'Institut d'histoire des sciences de l'Université de Paris fut créé par décret le 28 janvier 1932. Il devint peu après "Institut d'histoire des sciences et des techniques" (1933), et beaucoup plus tard "Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques" (1989). Son statut a varié au fil des réformes et réorganisations de l'enseignement supérieur et de la recherche en France. Ces changements sont en grande partie inintelligibles pour les visiteurs ainsi que pour la plupart des chercheurs qui y ont séjourné ou y travaillent actuellement. L'institution est en fait le plus souvent identifiée, en France et dans le monde, comme "La rue du Four", par référence à son adresse, qui n'a pas changé depuis 1935. L'image de l'Institut évoque aussi les noms de figures illustres qui l'ont dirigé, notamment Abel Rey (1932-1940), Gaston Bachelard (1940-1955), Georges Canguilhem (1955-1971), Suzanne Bachelard (1971-1984), Jacques Bouveresse (1984-1987), François Dagognet (1987-1992), Jean-Pierre Sérès (1992-1994). On remarquera dans cette liste l'absence des noms de Philippe de Rouilhan, Anne Fagot-Largeault, Jacques Dubucs, Jean Gayon. Ceux-ci appartiennent à une époque où les rapports entre l'Institut proprement dit et l'unité de recherche CNRS qu'il abritait se sont profondément modifiés, au point que l'unité CNRS, fusionnant avec l'IHPST en 2001, a pris son nom, ce qui, d'un point de vue administratif, a signifié la fin de l'Institut proprement dit. Ainsi l'auteur du présent article n'est-il, comme son prédécesseur, directeur de l'"Institut d'histoire et philosophie des sciences et des techniques" qu'au titre de directeur d'une unité de recherche sous tutelle du CNRS, de l'Université Paris 1 et de l'École Normale Supérieure, mais n'est pas directeur de l'entité administrative IHPST partiellement autonome qui avait perduré bon an mal an depuis l'IHS créé en 1932, car cette entité n'existe plus.

L'histoire de l'Institut d'histoire des sciences est exemplaire à plusieurs égards. Cet Institut a été la première institution

<sup>\*</sup>Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Directeur de l'Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques, UMR Paris 1/CNRS/ENS, 13 rue du Four, 75005 Paris. <jean.gayon@univ-paris1.fr>

d'enseignement de l'histoire des sciences en France, et a joué à cet égard un rôle important dans l'émergence d'organisations semblables dans le monde. Ses origines et son devenir méritent donc d'être situés de ce point de vue (enseignement) dans le contexte international de l'institutionnalisation de ce qui devenait alors une discipline. Ce point n'est pas anodin, car le rapport entre enseignement et recherche est devenu un problème institutionnel épineux à mesure que cette distinction, favorisée et durcie en France du fait de la montée en puissance des organismes de recherche, a fait coexister à partir des années 1960 dans le même lieu (la rue du Four) deux entités administratives, l'Institut d'Université, et une équipe de recherche portant un nom différent de l'Institut qui l'abritait. Cette question institutionnelle, le plus souvent ignorée dans la littérature – qui caractérise le plus souvent l'Institut comme un "Centre de recherche" –, éclaire à notre avis beaucoup d'événements confus et conflictuels qui ont émaillé l'histoire de l'Institut dans la seconde moitié du vingtième siècle. Cet aspect institutionnel a enfin interagi de manière complexe avec l'histoire intellectuelle. Dès les commencements, l'Institut a entretenu des rapports étroits avec la philosophie. Tous ses directeurs et tous les directeurs de l'équipe CNRS associée ont été des philosophes, ainsi que la majorité des chercheurs et étudiants qui y ont été accueillis. Tous aussi ont toujours affiché un intérêt et une compétence pour la science contemporaine. On pourrait d'ailleurs en faire la maxime de l'Institut, appliquée sans état d'âme par tous ceux qui y sont passés. Mais ces philosophes n'ont pas toujours partagé la même conception du rapport de la philosophie aux sciences. Certains ont plaidé pour une philosophie des sciences prenant en compte l'histoire de la science, autrement dit pour une "épistémologie à la française", dont Bachelard et Canguilhem ont illustré les plus hauts moments; d'autres se sont réclamé de la logique (ou plus précisément, de la philosophie de la logique); d'autres enfin ont plus récemment pris parti pour une philosophie des sciences anhistorique, parfois analytique, ou encore engagée dans des collaborations étroites avec des savants du temps présent. C'est cette dimension intellectuelle de l'histoire de l'Institut qui est presque toujours prise en compte lorsqu'on évoque son évolution. Cette dimension est de première importance, mais nous pensons que sa description doit être articulée avec précision avec l'aspect institutionnel des choses. Or ce rapport n'a jamais été simple; il serait trop simple de dire, par exemple, que l'alternative Institut

d'Université/équipe CNRS se soit confondue avec une alternative entre style historique et style non historique de recherche.

L'étude qui suit s'est principalement appuyée sur les archives de l'IHPST, déposées à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (14 cartons). Ces archives étant très incomplètement répertoriées, et en l'absence d'un plan de classement exhaustif, nous nous référerons directement aux documents sans précision supplémentaire. Ces archives ont déjà fait l'objet d'une très belle étude de Jean-François Braunstein, pionnier en la matière, sur les débuts de l'Institut dans la période où Abel Rey en fut le directeur<sup>1</sup>. Cette étude nous a été très utile pour faire démarrer notre enquête. Nous avons retrouvé bon nombre des conclusions que Braunstein dégagait en 2005, et nous ne pensons pas qu'un seul mot mérite d'en être infirmé. Nous nous démarquons de Braunstein par l'étendue historique de l'enquête, en amont de la création de l'Institut (avant les années 1930) et au-delà de la période illustrée par Abel Rey (1940-2001). Les convergences entre notre étude et celle de Braunstein concernent essentiellement notre section 2. Nous remercions Jean-François Braunstein pour la discussion féconde qu'il a bien voulu engager avec nous sur cette période.

Nous décrirons d'abord dans quelles conditions et sous quelle forme l'IHS fut créé en 1932. Puis, procédant de manière chronologique, nous retracerons les origines de l'idée d'un Institut d'enseignement de l'histoire des sciences, ce qui nous permettra d'en saisir les enjeux. Nous diviserons ensuite l'histoire de l'Institut en quatre périodes: les trois premières correspondent aux directions d'Abel Rey, Gaston Bachelard et Georges Canguilhem ; la dernière s'étend de 1971 (date du départ en retraite de Georges Canguilhem) à 2001, correspondant à la "fusion" officielle de l'équipe CNRS et de l'Institut. Des tableaux résumeront de manière synoptique l'évolution globale de l'Institut selon certains critères (nom des entités composantes, directeurs, bibliothèque).

## **1. Création de l'Institut d'histoire des sciences**

Pour comprendre les enjeux de la création de l'Institut d'histoire des sciences (ci-après dénommé IHS), il convient de bien mesurer le

<sup>1</sup> Jean-François Braunstein;, "Abel Rey et les débuts de l'Institut d'Histoire des sciences et des techniques (1932-1940)", in *L'épistémologie française, 1830-1970*, ss dir. M. Bitbol et J. Gayon, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, pp. 173-191. ; 2<sup>e</sup> éd., Paris, Éditions Matériologiques, 2015, 164-182.

but dans lequel il fut mis en place: "Il est créé à l'Université de Paris un Institut d'Histoire des Sciences ayant pour but d'organiser, de coordonner et de développer les études supérieures d'Histoire des sciences" (Article premier des "Statuts de l'Institut d'Histoire des sciences", donnés en annexe au Décret du 28 janvier 1932). Les autres articles des Statuts, entièrement consacrés à des questions d'enseignement <sup>2</sup>, confirment ce que laisse entendre l'Article premier: le but unique de l'Institut est l'enseignement de l'histoire des sciences à un niveau d'études supérieures.

La création de l'IHS fut donc l'objet d'un décret, c'est-à-dire d'une disposition réglementaire contraignante de haut niveau. Dans la hiérarchie juridictionnelle française, on distingue les lois, les décrets, les arrêtés et les circulaires. Placées au sommet de la hiérarchie, les lois sont votées par le parlement et promulguées par le Président de la République. Les décrets sont des actes réglementaires décrétés par le gouvernement, sans consultation du parlement; ils sont signés soit par le Président, soit par le premier Ministre. Les arrêtés sont des décisions administratives, qui peuvent être prises soit par des ministres, soit par des préfets ou des maires. Les circulaires sont des instructions de service, qui sans valeur réglementaire, émanant d'une autorité administrative supérieure qui indique à ses agents comment les textes doivent être appliqués. L'IHS fut créé par un décret signé du président de la République de l'époque, Paul Doumer, et du Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts (M. Roustan), chargé de son exécution. Quoique la signature du Président de la République ait pu résulter d'une simple routine, le fait que le Président en question ait été Paul Doumer n'est pas indifférent, comme on le verra plus loin.

Il faut aussi préciser ce que signifiait « Institut » dans « Institut d'histoire des sciences ». Il s'agissait d'un « Institut d'Université », dont la formule juridique avait été instituée par le

<sup>2</sup> Quel "siège" (administratif)? — La *Faculté des Lettres* (Art. 2). Qui administre? — "Le Doyen de la faculté des Lettres et les membres du *corps enseignant* des établissements d'enseignement supérieure de l'Université qui donnent un enseignement à l'Institut." (Art. 3). Quels contenus d'enseignement? — "L'enseignement donné par l'Institut comprend les disciplines relatives à l'Histoire des sciences professées à l'Université ou dans les établissements d'enseignement supérieur représentés dans le Comité directeur" (Art. 4; cet article attire l'attention sur la place de l'histoire des sciences dans les enseignements de science). Qui peut être étudiant? (Art. 5). Comment les études sont-elles sanctionnées? — "L'Institut délivre un *diplôme* intitulé: *Diplôme d'Histoire des Sciences*", établi au nom de l'Université et signé par le Recteur (Art. 6 et 7). Quelles ressources? — Les "*droits d'études*", les subventions et les dons (Art. 8 et 9). Italiques ajoutées par nous.

Décret du 31 juillet 1920 relatif à la constitution des universités, texte mentionné dans le décret de création de l'IHS. Un article de Louis Barbillon publié en 1921 dans la *Revue internationale de l'enseignement*, estime que la réforme la plus importante mise en place par ce décret a été d'officialiser la possibilité de créer des instituts de faculté et des instituts d'université :

« On prodigue volontiers le nom d'institut. Il s'agit désormais d'en limiter l'usage à des cas précis. Il peut être créé deux sortes d'instituts, les instituts de faculté et les instituts d'université. L'institut de faculté est la forme normale ; il est exactement et entièrement partie de la faculté (...) L'institut d'université a une forme moins dépendante à certains égards (...). L'institut d'université aura sa gestion propre comme la bibliothèque ou un observatoire d'université. Il aura son conseil particulier. Le budget et le compte administratif seront à part du budget et du compte de la faculté. »

Les instituts de faculté et les instituts d'université ont connu un grand succès. Dans une organisation des enseignements universitaires reposant exclusivement sur les cinq facultés traditionnelles (droit, lettres, sciences, médecine, pharmacie) et sur les chaires, par définition individuelles, ils ont permis de mettre en place des formations spécifiques, adaptables, et disposant de ressources et de normes propres. Les instituts d'université se sont distingués par leur plus grande indépendance administrative. Quoique rattachés le plus souvent à une faculté, ils se sont souvent placés sous la tutelle de plusieurs facultés ou autres organismes universitaires. Dans le jargon administratif, ils étaient souvent eux-mêmes qualifiés comme des « organismes », terme sans doute excessif. Ils avaient le privilège de ne dépendre que du recteur d'Académie et Conseil de l'Université. Ils doivent cependant être soigneusement distingués d'autres instituts universitaires qui dépendaient, certes du recteur d'Académie et donc de l'unique Université qui pouvait exister dans une académie donnée, mais non des Facultés. Ceux-là constituaient, au sens propre, des « organismes universitaires ». En général plus vaste, ces organismes étaient souvent aussi dénommés « instituts », et jouissaient d'une totale autonomie administrative, sous l'autorité du Recteur. On peut citer par exemple l'Institut du radium, l'Institut Henri Poincaré, l'Institut de biologie physico-chimique, mais aussi le Palais de la Découverte.

De nombreux instituts de faculté ou d'université furent créés à l'Université de Paris dans les années 1920 et 1930. Le tout premier et l'un des plus fameux fut l'Institut de psychologie, ouvert dès 1920. Il vaut la peine d'en dire quelques mots, pour éclairer par

<sup>3</sup> Louis Barbillon, « Les Instituts d'Université et le décret du 31 juillet 1920 », *Revue internationale de l'enseignement*, t. 75 (1921), pp. 175-181.

comparaison la nature de l'IHS. Comme tous les autres Instituts d'université, la mission de l'Institut de psychologie était d'enseignement, en l'occurrence la formation des psychologues. Celle-ci était assurée par un groupe de cinq professeurs, disposant chacun de moyens (notamment des assistants), en tant que titulaires de chaires, soit à l'Université de Paris, soit ailleurs : Henri Piéron, Henri Delacroix et Georges Dumas, tous trois professeurs à la Faculté des Lettres de Paris, Étienne Rabaud, professeur à la Faculté des sciences, et Pierre Janet, professeur au Collège de France. La création de cet institut a permis aux psychologues de se libérer de l'influence jugée trop lourde des philosophes de la Faculté des Lettres sur les contenus de enseignements. Installé rue Serpente dans un grand immeuble qu'il occupait tout entier, l'Institut fut originellement administré par un conseil directeur » originellement composé de huit membres, les cinq professeurs, et trois membres de droit (les doyens des Facultés des sciences et des lettres, et le directeur de l'École Normale Supérieure)<sup>4</sup>.

Institut d'université, l'IHS était et est demeuré une petite structure, en fait l'un des plus modestes des instituts de l'Université de Paris. Dans les années 1920 à 1950, vingt-cinq instituts d'université furent créés dans l'Académie de Paris, en un temps où, rappelons-le, les limites du ressort universitaire correspondaient strictement au périmètre de l'Académie (une Académie, une université). L'IHS fut le seul institut de la Faculté des Lettres associé à la « Section de philosophie ». À sa création, il reposait entièrement sur l'unique professeur qui en était le directeur, Abel Rey (1873-1940), titulaire de la chaire d'«histoire de la philosophie dans ses rapports avec les sciences » depuis 1919. Ce qui frappe en revanche, c'est l'allure pléthorique du « Comité directeur » dont l'IHS a été pourvu. En comparaison du « Conseil directeur » de l'Institut de psychologie évoqué plus haut, structure manifestement opérationnelle, le comité directeur de l'IHS était pléthorique. Dans sa formation originelle, il comportait en principe quarante-huit membres, nombre porté à soixante-quinze à partir de 1934. Plus qu'un comité opérationnel, c'était une sorte de comité d'honneur. Tout fut fait pour placer l'IHS sous le parrainage de figures réellement exceptionnelles, tant par leur autorité intellectuelle, que leurs titres et fonctions, et leur variété

<sup>4</sup> Laura Le Coz, *L'Institut de psychologie de l'Université de Paris (1920-1970)*, thèse de diplôme d'archiviste-paléographe, Paris, École Nationale des Chartes, 2014, 288 p.

disciplinaire. Que l'on nous permette de donner *in extenso* la liste établie en novembre 1935. À cette date, suite à une modification des statuts survenus un an après sa création, l'IHS était devenu IHST (Institut d'histoire des sciences et des techniques), et était rattaché non plus seulement à la Faculté des Lettres, mais aux cinq Facultés de l'Université de Paris<sup>5</sup>. Fort de soixante-treize noms, le Comité directeur d'alors représente l'acmé d'un processus qui a par la suite périclité. Nous avons précisé, lorsque nous l'avons identifiée, la compétence scientifique des intéressés. Les membres nouveaux, comparativement au Comité directeur de 1932, sont signalés par un soulignement en ligne continu ; les trois sortants, décédés en 1935, sont donnés en note<sup>6</sup>.

ÉMILE PICARD (Président d'honneur, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, physicien), SÉBASTIEN CHARLETY (Président, recteur de l'Académie de Paris), ABEL REY (Faculté des Lettres de Paris, directeur de l'IHST, philosophe), Gaëtan PIROU (Vice-Président, Faculté de Droit), MAXIME LAIGNEL-LAVASTINE (Vice-Président, Faculté de médecine), MAURICE CAULLERY (Vice-président, Faculté des sciences Académie des sciences), PAUL-ÉMILE GUÉRIN (Vice-Président, Faculté de Pharmacie), ÉDOUARD LE ROY (Collège de France, philosophe), Louis de BROGLIE (Académie des sciences, physicien), PAUL LANGEVIN (Collège de France, Physicien), EDGAR-PIERREALLIX (Doyen de la Faculté de Droit), GUSTAVE ROUSSY (Doyen de la Faculté de Médecine, Académie de médecine), CHARLES MAURAIN (Académie des sciences, Doyen de la Faculté des Sciences), HENRI DELACROIX (Doyen de la Faculté des Lettres), LOUIS NICOLLE (Directeur du Conservatoire National des Arts et Métiers), EDMOND BAUER (physicien), LÉON BLOCH (Faculté des sciences), ÉMILE BOREL (Institut, Directeur de l'Institut Henri Poincaré, mathématicien), ALEXANDRE MORET (Institut, Directeur de l'École des Hautes Études), égyptologue), CELESTIN BOUGLÉ (Directeur de l'École Normale Supérieure, sociologue), MARCELLINBOULE (Professeur au Muséum, paléontologue), ÉMILE BRÉHIER (Faculté des Lettres), ABBE BREUIL (Collège de France, préhistorien), LÉON BRILLOUIN (Collège de France, physicien), LÉON BRUNSCHVICG (Faculté des Lettres, philosophe), JEROME CARCOPINO (Institut, Historien), ÉLIE CARTAN (Académie des sciences, mathématicien), RAOULCOMBES (Faculté des sciences, botaniste), ALBERT DEMANGEON (Faculté des Lettres, géographe), MAURICE ESCLANGON (Directeur de l'Observatoire de Paris), CHARLES FABRY (Faculté des Sciences, physicien), LUCIEN FEBVRE (Collège de France, historien), CHARLES FOSSEY (Collège de France, Philologie et archéologie assyrienne), ANDRE GIFFARD (Faculté de Droit), ÉTIENNE GILSON (Collège de France, philosophe), MARCEL GRANET (École des Langues Orientales, ethnologue et sinologue), CLAUDE GUICHARD (Faculté des Sciences, physique), CHARLES GUIGNEBERT (Faculté des Lettres), LÉON GUILLET (Directeur de l'École Centrale des Arts et Manufactures), JACQUES HADAMARD (Collège de France, mathématicien), HENRI HAUSER, (Faculté des Lettres, historien), MICHEL HUBER (Directeur de la Statistique Générale de la France), ÉMILE JOUQUET (École Polytechnique, ingénieur et physicien), Alexandre KOYRÉ (philosophe et historien des sciences, École des Hautes Études), ANDRE LALANDE (Institut, Faculté des Lettres, philosophe), ISIDORE LEVY (Collège de France, orientaliste), WILLIAM MARÇAIS (Institut, Collège de France, orientaliste), LOUIS MASSIGNON (Collège de France, islamologue), PAUL MASSON-OURSSEL (École des Hautes Études, orientaliste), MARCEL MAUSS (Collège de France, sociologue), PAUL MAZON (Institut, Faculté des Lettres, études slaves), M. MINEUR, M. MONTEL (Faculté des Sciences, mathématicien), JEAN PERRIN (Académie des sciences, physicien), JOSEPH PÉRÈS (Faculté des Sciences, physicien), PAUL PELLIOU (Collège de France, historien et archéologue), ÉTIENNE RABAUD (Faculté des sciences, zoologiste), ALBERT RIVAUD (Faculté des Lettres, philosophe), PAULRIVET (Professeur au Muséum, ethnologue), LEON ROBIN (Faculté des Lettres, philosophe), GEORGES URBAIN (Académie des

<sup>5</sup> Procès-Verbal de la réunion du Comité directeur du 18 janvier 1933. Ce PV contient des « propositions concernant les modifications des statuts », qui furent publiées comme annexe au Décret du 11 avril 1933 modifiant les statuts de l'IHS.

<sup>6</sup> Gustave Glotz (Président de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, historien de la Grèce antique), Pierre Ménétrier (Professeur à la Faculté de médecine), Sylvain Lévi (Collège de France, indianiste).



sciences, chimiste), RAYMOND WEILL (Faculté des Lettres, égyptologue), RENE BERTHELOT, CHANOINE DIÈS (Institut, philosophe), PAUL DORVEAUX (Archiviste de l'Académie des Sciences), MAX FRANCK, M. GUIART (Faculté de médecine de Lyon), EUGÈNE-HUMBERT GUITARD (Secrétaire général de la Société d'Histoire de la Pharmacie), ABBÉ SESMAT (Institut Catholique), EMMANUEL DE MARGERIE (Institut, géologue), MME PAUL TANNERY, PIERRE TEILHARD DE CHARDIN (paléontologue), FRANÇOIS THUREAU-DANGIN (orientaliste), LOUIS WEBER, M. WEILL (Directeur de l'enseignement scientifique)<sup>7</sup>.

Un tel Comité directeur montre une volonté de couvrir toutes les disciplines intéressant l'histoire des sciences, et de garantir à l'Institut les soutiens institutionnels les plus forts (toutes les Facultés et grands établissements d'enseignement supérieur, le Collège de France, l'Institut). L'IHST a sans doute été à Paris, et probablement en France, l'Institut d'Université le plus transversal, avec ses cinq rattachements (les cinq facultés). Néanmoins, à voir ce comité, on peut conjecturer qu'il ne s'est probablement jamais réuni en totalité. De fait, les procès-verbaux des assemblées générales qui ont été préservés montrent que, de 1935 à 1970, il a réuni au mieux une douzaine de personnes, et le plus souvent dix ou moins. Mais par son existence même, il avait valeur de symbole, manifestait une volonté politique. Imagine-t-on aujourd'hui quoique ce soit de ce genre pour une formation universitaire, voire même une université ou un grand organisme de recherche. Cette surcharge de patronages, qui peut aujourd'hui prêter à sourire, était sans doute dans les mœurs du temps; mais même dans cette perspective, elle fut exceptionnelle: il fallait le soutien de toutes les disciplines académiques susceptibles de jouer un rôle dans l'enseignement de l'histoire des sciences, soit à titre d'objets d'études, soit au titre de leurs méthodes (histoire, philosophie, sociologie...).

Pour conclure notre analyse de la création de l'IHS-IHST en tant que structure institutionnelle, nous soulignerons une évidence trop souvent oubliée. On peut se demander en effet quelle a été la durée de vie de cette entité administrative. La réponse est simple : comme tout les instituts d'université, l'IHST a cessé d'exister lorsqu'a été mise en œuvre la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968, dite « loi Faure », du nom du Ministre de l'Éducation nationale nommé après les événements de mai 1968. Cette loi, qui a donné une autonomie renforcée aux universités, a supprimé les facultés, les chaires et les instituts, en remplaçant cet échafaudage par des « Unités d'enseignement et de recherche » UER, rebaptisée plus tard « Unités de formation et de recherche », UFR), composantes de base des nouvelles universités. Dans l'Académie de

<sup>7</sup> Archives de l'IHPST, Paris 1, « Novembre 1935, Liste des membres du comité). Pour 1932 : *Archeion*, vol. 14 (1932), n°1, p. 105.

Paris, la loi Faure [[elle]] a aussi conduit au démembrement de l'Université de Paris, et à son remplacement par treize universités autonomes. La loi a pris effet le 31 décembre 1970. En toute rigueur administrative, par conséquent, l'Institut d'histoire des sciences et des techniques a disparu à cette date. Son nom est demeuré néanmoins, comme celui de nombreux autres « instituts » universitaires français. L'IHST a aussi cessé de relever de l'Université de Paris, pour être rattaché à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Nous examinerons dans la section 6 ce qu'il est alors devenu.

## **2. Origines de l'idée et contexte de la création d'un "Institut d'histoire des sciences"**

La question que nous voulons ici poser est celle des raisons pour lesquelles un tel dispositif a été mis en place, et des voies effectives par lesquelles des individus et des groupes plus ou moins organisés y sont parvenus.

Le Procès Verbal de la première réunion du Comité de Directeur (4 mars 1932), fournit un indice. Comme noté par Braunstein, Abel Rey ouvre la séance sur ces mots : « Le Nouvel Institut répond aux vœux formulés, depuis trente ans, dans tous les Congrès internationaux de Philosophie et d'Histoire, et dont Jules Tannery, Émile et Pierre Boutroux s'étaient faits les interprètes<sup>8</sup>. » Dans cette phrase, la référence au mathématicien Jules Tannery (1848-1910) surprend, car, comme nous le verrons, c'est son frère Paul Tannery (1843-1904), historien des mathématiques et historien de la philosophie, qui a joué un rôle particulièrement important. Il est donc possible qu'il s'agisse d'un lapsus. Néanmoins, les deux frères étaient très liés, et également intéressés par la philosophie et par l'histoire des sciences. Nous clarifierons plus loin ces allusions à Jules Tannery et aux Boutroux, père et fils (resp. Émile et Pierre), ces deux derniers proches amis de Jules Tannery<sup>9</sup>. Quoi qu'il en soit, la déclaration inaugurale d'Abel Rey devant le premier Comité Directeur de l'Institut suggère que celui-ci n'est pas sorti de nulle part. Nous relevons aussi la réaction de Marcel Mauss, Albert Rivaud, et Georges Urbain, qui « rappellent l'intérêt que peut présenter le nouvel organisme comme centre de recherche<sup>10</sup> ». Nous pensons qu'il

<sup>8</sup> Archives de l'IHPST, Un. Paris 1, « Assemblée générale du 4 mars 1932 ».

<sup>9</sup> George Sarton, "Paul, Jules, and Marie Tannery (with a note on Grégoire Wyruboff)" *Isis*, 38, n°1-2 (Nov. 1947), 33-51.

<sup>10</sup> Archives de l'IHPST, Paris 1, « Assemblée générale du 4 mars 1932 ».

faut prendre cette intervention comme une prise de distance par rapport à Rey. Rey se rapportait en effet à des plaidoyers en faveur de l'enseignement de l'histoire des sciences (notamment dans les écoles secondaires) ; Mauss, Rivaud, Urbain posaient la question de la « recherche ». En fait, comme nous allons le montrer, le nœud de l'histoire est là. L'Institut a toujours été vu, depuis plus de quatre-vingts ans, comme « un centre de recherche », ce qu'il a assurément été en pratique, comme le montrent les curriculum de ses membres successifs ; mais en tant qu'institution, il a été créé dans le but de combler un vide en matière d'enseignement. Si la recherche y avait sa place, ce n'était pas explicitement, mais au titre d'une compétence prérequisée et implicitement évidente de la part de ceux qui se trouvaient appelés à dispenser un tel enseignement au niveau des « études supérieures ».

Il convient, de fait, de contextualiser la création de l'IHS selon deux grilles interprétatives, qui toutes deux ont trait à la professionnalisation de l'histoire des sciences dans les premières décennies du 20<sup>e</sup> siècle : d'une part l'institutionnalisation d'une discipline au sens intellectuel du terme (réseaux de chercheurs, revues, etc.), d'autre part l'institution de l'histoire des sciences au sens moderne usuel, c'est-à-dire une matière faisant l'objet d'un enseignement spécifique.

L'histoire des sciences a connu au 19<sup>e</sup> siècle un développement spectaculaire en tant que sujet important de réflexion et d'investigation, soit chez des savants (par exemple Auguste Comte en France, William Whewell en Angleterre, Ernst Mach en Allemagne). Mais ce n'est que dans les années 1900 que l'on voit apparaître les premières manifestations d'une activité professionnalisée et organisée. C'est alors qu'apparaissent les premières sociétés savantes nationales, la première ayant été, semble-t-il, une société allemande créée en 1901 (*Gesellschaft für Geschichte der Medizin und der Naturwissenschaften*). Dans le sillage de celle-ci, la première revue spécialisée est créée en 1902 (*Mitteilungen zur Gschichte der Medizin und der Naturwissenschaften*)<sup>11</sup>. Il faut attendre cependant un peu plus pour que les premières revues généralistes et internationales d'histoire des sciences soient fondées: la revue *Isis* fut fondée en Belgique en 1912 par Georges Sarton; les deux premiers volumes parurent en 1913 et 1914. Après une interruption due à la première guerre mondiale, Sarton, émigré aux USA, reprit la

<sup>11</sup> Helge Kragh, *Introduction to the Historiography of Science*, Cambridge University Press,, 1987, p. 15.

publication en 1919. Ce périodique demeure, plus d'un siècle plus tard la référence mondiale incontestée en histoire des sciences. L'autre grande revue fut *Archeion: Archivio di Storia della Scienza*, créée en 1919 en Italie par Aldo Mieli (Professeur à l'Université de Rome), en tant qu'organe officiel de l'Institut national italien d'histoire des sciences<sup>12</sup>. Après des débuts exclusivement italiens, la revue s'est ouverte à des auteurs étrangers. En 1926, elle devint officiellement une revue internationale, avec un sous-titre donné en quatre langues – italien, français, allemand et anglais<sup>13</sup>. Cette revue a joué un rôle important dans la constitution du réseau international qui conduisit d'abord au "Comité international d'histoire des sciences" (1927), puis aux deux premiers Congrès internationaux d'histoire des sciences, tenus l'un à Paris en 1929, l'autre à Londres en 1931.

Le réseau *Archeion* revêt une importance particulière pour comprendre la création de l'IHS, car ce réseau fut fortement impliqué dans la création du Comité international qui[[,]] lui-même[[,une]] implanté à Paris, a offert en quelque sorte un décor international tout proche dans la geste de création de l'IHS. Pour mettre en évidence ce point, il nous faut évoquer les rapports d'Aldo Mieli et Abel Rey. D'un numéro à l'autre, Mieli a relaté dans *Archeion* les péripéties de la création du Comité international d'histoire des sciences. Celui-ci est né comme une branche du Comité international des sciences historiques, qui lui-même avait résulté d'une histoire s'étendant sur vingt-sept ans, de 1900 à 1927, au fil de congrès internationaux. Au cours de cette histoire à rebondissements, où des commissions de préparation de congrès mandatent des sous-commissions pour réfléchir aux moyens de constituer un « organisme international », la question de la place de l'histoire des sciences fut régulièrement soulevée. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette histoire byzantine. Le Comité international des sciences historiques fut effectivement créé à Genève en 1927, et mandata une commission spéciale composée de dix historiens des sciences de renommée internationale, apparemment pilotée par Aldo Mieli, et dont Abel Rey était membre :

« Messieurs A. FOHNAN, Oslo (universiteits Etnografiske Museum) ; WILHELM HABERLING, Koblenz (directeur des *Mitteilungen zur Geschichte der Naturwissenschaften*) ; ALDO MIELI, Roma (directeur de l'*Archeion*) ; A.W. NIEUWENJUIS,

<sup>12</sup> *Organo ufficiale dell'Istituto Nazionale di Storia delle Scienze e del Gruppo per la tutela del Patrimonio Scientifico Nazionale.*

<sup>13</sup> *Archeion: Archivio di Storia della Scienza, Archives pour l'histoire de la science, Archiv zur Geschichte der Wissenschaft, Archiv for History of Science*, vol. 7 (1926-publié en 1927), n°4.

Leiden (directeur de *Janus* ; ABEL REY, Paris (de la *Revue de synthèse historique* et du *Centre international de synthèse*) ; GEORGES SARTON, Cambridge, Mass. (directeur d'*Isis*) ; JULIUS SCHUSTER, Berlin (directeur de l'*Archiv für Geschichte der Mathematik, der Naturwissenschaften und der Technik*) ; HENRY E. SINGER, Leipzig (directeur de l'*Archiv zur Geschichte der Medizin*) ; CHARLES SINGER, London (directeur des *Studies on History and Method of Science*) ; KARL SUDHOFF, Leipzig (directeur de l'*Archiv zur Geschichte der Medizin*) ;

se constituent en Commission Internationale en vue du Vie [[Vie]] Congrès international des sciences historiques qui aura lieu à Oslo du 14 au 18 août 1928. Ils se proposent d'étudier les moyens et de faire des propositions dans la section qui devra être réservée à l'histoire des sciences, à fin que [sic] l'histoire de la science puisse se développer en raison de son importance et son caractère spécial, dans les Congrès internationaux des sciences historiques et dans le Comité international des sciences historiques<sup>14</sup>. »

On remarque dans cette liste que huit des dix signataires étaient directeurs de revues d'histoire des sciences. Abel Rey est simplement mentionné comme relevant « de la *Revue de synthèse historique* et du *Centre international de synthèse* ». Quoi qu'il en soit, les choses allèrent vite une fois cette commission de travail constituée. En 1928, au Congrès des sciences historiques d'Oslo, Aldo Mieli présenta un projet de création d'un « Comité international d'histoire des sciences », comprenant des statuts provisoires. Après lecture du rapport de Mieli, les statuts furent adoptés par la section « Histoire des sciences » du Congrès des sciences historiques à Oslo, et ratifiés par le Bureau central du Comité du Congrès. À dater de cet instant, le Comité international d'histoire des sciences existait comme entité autonome, la Commission préparatoire ayant pour mission de nommer les premiers membres. Abel Rey fut du lot des sept premiers membres nommés le 17 août 1928, avec Aldo Mieli, Georges Sarton, Henry Sigerist, Charles Singer et Karl Sundhoff, un compagnonnage assurément illustre. Au départ composé de trente membres effectifs et cinquante membres correspondants au maximum, le Comité international fut renommé *Académie internationale d'histoire des sciences* au Congrès international d'histoire des sciences de Varsovie, et existe toujours ce nom<sup>15</sup>.

Le lecteur nous pardonnera de nous être attardé sur cette histoire compliquée. Voyons comment ces événements institutionnels ont contribué, par une voie oblique, à la constitution de l'IHS. En 1928, la page de titre d'*Archeion* change, en désignant cette revue *Archeion* comme "Organe officiel du Comité international et du Centre international d'histoire des sciences". Cette désignation curieuse a

<sup>14</sup> In Aldo Mieli, « The international Committee of historical sciences e la storia della scienza », *Archeion*, vol. 4 (1927), n°4, pp. 489-490. L'article en forme de rapport de Mieli est en italien, mais comporte de nombreux passages en anglais et en français (dont la présente citation).

<sup>15</sup> Voir le site de l'Académie, onglet « Réunions » (ou « Meetings » dans la version anglaise) : <http://www.aihs-iahs.org/en/meetings> (13/02/2016).

attiré notre attention, car elle fusionne en une même formule une entité internationale et un centre de recherche français. Les deux entités étaient en fait abritées par le Centre International de Synthèse, Centre de recherche dirigé par Henri Berr, et dépendant directement de *Fondation pour la science*, organisme indépendant créé en 1925. Le Centre de Synthèse, installé à l'hôtel de Nevers (à côté de la Bibliothèque Nationale), était à la fois le siège du Comité international d'histoire des sciences, et un centre de recherche constitué à la fin des années 1920 de trois composantes : une « Section générale », une « Section historique », et une section « Sciences de la Nature ». Abel Rey dirigeait cette dernière, cumulant cette fonction avec celle de Professeur à la Sorbonne. Or, comme nous l'apprend Aldo Mieli, Rey avait invité en 1926 son collègue italien à partager les travaux de cette section comme membre étranger. C'est ainsi qu'un peu plus tard, Mieli, fixé en France, fut nommé responsable d'une sous-section nommée « Histoire des sciences ». Ainsi donc, Abel Rey, avant de devenir directeur de l'IHS de l'Université de Paris, était directeur d'un centre de recherche indépendant de l'Université où il était professeur. Hélène Metzger, qui fut du tout premier noyau d'enseignants de l'IHS, était membre de ce Centre. On peut aussi noter au passage que Paul Doumer, alors Président du Sénat, et avant de devenir Président de la République en 1931, était aussi le Président du Conseil d'administration du Centre international de Synthèse. Paul Doumer, comme souligné par Lucien Febvre<sup>16</sup>, a vigoureusement soutenu le Centre lors de sa création, et tout particulièrement son installation dans l'immeuble exceptionnel de l'hôtel de Nevers. Ce détail n'est pas anodin : comme on l'a mentionné plus haut, le décret du 28 janvier 1932 créant l'IHS est signé par Paul Doumer, Président de la République. Éminent service rendu aux historiens des sciences par ce Président qui fut quelques mois plus tard assassiné (7 mai 1932). Nul doute que dans ce lieu Abel Rey eut l'occasion de fréquenter un certain nombre de membres et d'amis du Centre de Synthèse, qu'on retrouve plus tard dans le Comité directeur de l'Institut (par exemple : Lucien Febvre, Maurice Caullery, Paul Rivet, Paul Langevin, Marcel Mauss, Louis Weber).

L'arrière-plan de la création de l'IHST commence donc à se préciser. Abel Rey, premier directeur, était au centre d'un réseau international d'histoire des sciences ; il était directeur de

<sup>16</sup> Lucien Febvre, « Le Centre international de Synthèse », *Annales d'histoire économique et sociale*, 2<sup>e</sup> année, n°5, pp. 81-83.

l'unique centre de recherche en histoire des sciences alors existant, en l'occurrence tout récent ; il était dans cette position manifestement proche d'un grand nombre d'autorités intellectuelles, et du pouvoir politique.

Ce n'est là cependant qu'un aspect de l'histoire. Le véritable élément déclencheur est à chercher dans un autre enchaînement d'événements, qui y a conduit de manière plus directe. Il s'agit de la question de l'enseignement de l'histoire des sciences, question récurrente dont les origines remontent loin dans le 19<sup>e</sup> siècle. Cette question a elle-même deux aspects: l'enseignement de l'histoire des sciences dans le secondaire, et son enseignement dans les établissements d'études supérieures.

Contrairement à ce que l'on pourrait en penser, c'est probablement la prise en compte de l'histoire des sciences dans les lycées qui a pesé le plus lourd. Nicole Hulin a magistralement montré à quel point cette question a été discutée de 1860 à 1930 environ<sup>17</sup>. Nous nous appuierons sur elle pour cet aspect des choses. À lire l'article de Hulin, le lecteur contemporain ne peut être que frappé par la permanence des questions et des arguments, et les hésitations indéfiniment répétées de l'institution scolaire. Depuis 1860, on n'a cessé en France de faire tantôt un pas en avant, deux pas en arrière, tantôt le contraire aussi. Corrélativement, la même alternative (toujours vive aujourd'hui) n'a cessé de revenir: si l'histoire des sciences doit jouer un rôle dans le secondaire, faut-il inciter les professeurs de sciences à introduire des éléments d'histoire des sciences dans leur cours sans formation préalable, ou bien faut-il commencer par former les futurs professeurs en mettant en place des enseignements universitaires?

Selon Hulin, c'est avec le nouveau statut de l'agrégation promulgué en 1869 que tout commence. Cette année-là, en effet, on introduit dans les épreuves des trois agrégations masculines de sciences<sup>18</sup> « une composition de sept heures portant sur une "question de méthode et d'histoire des sciences" dans la discipline concernée<sup>19</sup>. Cette disposition, ou des formules atténuées apparues au cours des années, disparaît en 1904 ; un arrêté de réforme de l'agrégation

<sup>17</sup> Nicole Hulin, "Histoire des sciences et enseignement scientifique au lycée sous la Troisième République", *Revue d'histoire des sciences*, t. 58 (2005), n°2, pp. 389-405.

<sup>18</sup> Sciences mathématiques, sciences physiques, sciences naturelles.

<sup>19</sup> Hulin, *loc. cit.*, p. 391. La citation dans la citation est empruntée au *Bulletin administratif* de 1869. Curieusement, nulle place n'est faite à l'histoire des sciences dans les concours d'agrégation féminine, institués en 1880 (*Ibid.*, p. 392).

paraît, qui ne fait aucune place à l'histoire des sciences. Mais dans le temps même où l'histoire des sciences commençait à reculer dans les épreuves d'agrégation, instruction est donnée en 1890 aux professeurs de sciences de combiner une initiation à la méthode expérimentale et des éléments d'histoire des sciences appropriés : « On l'invitera [le professeur], pour quelques questions qui s'y prêtent facilement, à exposer sommairement la marche qu'a suivie l'esprit humain et les tâtonnements successifs par lesquels il est passé pour arriver à la découverte de la vérité scientifique<sup>20</sup>. » Cette incitation fut prise très au sérieux dans le cas de l'enseignement secondaire dit « moderne », qui apparaît en 1891. On envisagea en effet de mettre en place un enseignement d'histoire des sciences d'une heure et demie par semaine en classe de première (alors appelée « classe supérieure »). C'est dans ce contexte que Paul Rabier, directeur de l'enseignement secondaire, demanda à Paul Tannery d'élaborer un programme. Tannery rédigea, de fait, un programme ambitieux, couvrant les diverses sciences, et divisé en périodes où le Moyen Âge et la Renaissance avaient leur place. Tannery insiste sur la nécessité pour le professeur de ne pas seulement s'attacher « à retracer les progrès de l'esprit humain », et de faire place aux erreurs qui ont jalonné l'histoire effective de la science. Le programme de Tannery ne fut en définitive pas appliqué à la lettre. Dans les programmes publiés en 1891, on se contente d'une recommandation : « À la démonstration des vérités scientifiques, le professeur rattachera à l'occasion l'exposé des méthodes et l'histoire des découvertes<sup>21</sup>. » En réalité, c'est un véritable recul que l'on observe dans les années 1900 à 1930. En 1902, note Hulin, on recommande aux professeurs de physique de la classe de mathématiques « de ne pas se préoccuper de l'ordre historique dans l'exposé d'une question », tout en incitant à évoquer « sous forme de digression » la vie de quelques grands savants. Le ton se radicalise dans la réforme des études secondaires de 1923-1925. Dans des instructions publiées au *Journal officiel* et couvrant l'enseignement des sciences de la 6<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup>, les défauts de la méthode historique sont soulignés. Dans le cas de la physique, l'instruction est on ne peut plus claire : « Nulle préoccupation historique ne doit intervenir, sauf si elle apporte de la clarté dans l'exposé : il faut renoncer à toutes ces vieilleries qui

<sup>20</sup> *Bulletin administratif* (1890), cité par Hulin, *loc. cit.*, p. 391.

<sup>21</sup> *Bulletin administratif* (1891), cité par Hulin, *loc. cit.*, p. 394.



alourdissent l'enseignement sans profit <sup>22</sup> . » Des déclarations semblables expriment les mêmes réserves dans le cas des sciences naturelles.

L'évolution des programmes des enseignements scientifiques montre donc qu'après une période d'enthousiasme, dans les années 1860 à 1900, l'histoire des sciences a fait l'objet d'une réticence croissante dans les années 1900-1930. On s'attendrait donc à ce qu'un tel contexte eût été défavorable à la création d'un organisme comme l'IHS. Mais ce serait négliger le rôle joué par les historiens et les philosophes, et leur influence culturelle de première importance à l'époque. C'est une autre ligne historique qui se dessine alors.

Relisons la formule utilisée par Abel Rey en 1932 lors du premier Comité directeur de l'IHS : « Le Nouvel Institut répond aux vœux formulés, depuis trente ans, dans tous les Congrès internationaux de Philosophie et d'Histoire... ». Cette formule doit être prise à la lettre : « vœux » (au sens d'appels, solennellement formulés), « trente ans » (pas vingt ni quarante), « tous les congrès internationaux de Philosophie et d'histoire » (tous). La série des événements, souvent récapitulée<sup>23</sup>, apparaît alors en toute clarté :

- En 1900, le premier Congrès international d'histoire comparée<sup>24</sup> tenu à Paris émet le vœu que « l'histoire des sciences, donnée par les professeurs de sciences eux-mêmes, soit développée dans l'enseignement secondaire et reçoive une sanction à l'examen du baccalauréat<sup>25</sup>. »

- En 1903, le deuxième Congrès de la même série, rebaptisé « Congrès international des sciences historiques tenu à Rome exprime le même vœu, en le formulant de manière plus générale, sans référence spéciale à l'enseignement français.

<sup>22</sup> J.O. du 3 septembre 1925, cité dans Hulin, *loc. cit.*, p. 396.

<sup>23</sup> Par exemple : *Archeion*, vol. 12 (1930), n° 2, « Enseignement de l'histoire des sciences », intervention d'Abel Rey, pp. 210-211 ; *Archeion*, vol. 13 (1931), unique numéro, rapport de Michel L'Héritier, Secrétaire général du Comité international des sciences historiques), « L'enseignement de l'histoire des sciences. Projet d'enquête », p. 159-167 ; Nicole Hulin, *loc. cit.*, pp. 389-390.

<sup>24</sup> Congrès international, mais créé à l'initiative d'historien français. Ces congrès ont par la suite pris le nom de « Congrès international des sciences historiques »

<sup>25</sup> Ernest Lebon. La section des sciences au Congrès international des sciences historiques, *Revue générale des sciences*, vol. 14 (1903), pp. 590-591 (Cité dans Hulin, *loc. cit.*, p. 389.

- En 1904, le deuxième Congrès international de philosophie, tenu à Genève adopte à l'unanimité, lors de sa clôture, un « Vœu relatif à l'enseignement de l'histoire des sciences :

« Le II<sup>e</sup> Congrès international de Philosophie,  
Considérant que l'histoire des sciences constitue un des fondements les plus essentiels de l'histoire de la philosophie et que sa connaissance est aussi indispensable pour la pleine intelligence de cette dernière histoire que la connaissance des sciences elles-mêmes est indispensable pour la pleine intelligence de la philosophie ;

Vu les vœux relatifs à l'enseignement de l'histoire des sciences émis par la 5<sup>e</sup> section du Congrès international d'histoire comparée, Paris 1900, et par la 8<sup>e</sup> section du Congrès international des sciences historiques, Rome 1903 ; Déclare adopter et faire siens les vœux de ces Congrès qui ont un caractère international, à savoir :

1° Que des rudiments d'histoire des sciences soient enseignés en même temps que les sciences elles-mêmes et par les mêmes professeurs dans les établissements d'enseignement secondaire ; que cet enseignement, tout élémentaire d'ailleurs, soit rendu obligatoire par les programmes, et reçoive une sanction dans les examens :

2° Que, dans les Universités, l'enseignement régulier de l'histoire des sciences soit assuré par la création de cours divisés en quatre séries :

- a) Sciences mathématiques et astronomiques ;
- b) Sciences physiques et chimiques ;
- c) Sciences naturelles ;
- d) Médecine. »

C'est à ces congrès, très précisément, qu'Abel Rey se réfère à l'Assemblée générale du Comité international d'histoire des sciences tenu à Cambridge en avril 1930. Lors d'une discussion consacrée à l'enseignement de l'histoire des sciences, il commente la situation en France. Évoquant d'abord les solutions envisagées pour l'enseignement secondaire, il déclare : « Il faudrait à ce propos reprendre le programme de Paul Tannery ». Puis il se penche sur l'enseignement supérieur français, « où l'on peut dire qu'il n'y a que la chaire qu'il occupe à la Sorbonne qui, seulement dans ces dernières années, se soit véritablement orientée vers les sciences », après [que] d'autres chaires eussent été abolies ou transformées, au Collège de France et à l'Université de Lyon<sup>26</sup>. »

Rey fait ici référence à la succession d'événements, étalés sur plus d'un siècle, qui illustrent des tentatives répétées, mais souvent malheureuses, pour instituer l'enseignement de l'histoire des sciences dans l'enseignement supérieur français. La série a souvent été rappelée, notamment par Rey et ses amis lorsqu'il plaida pour la création de l'Institut d'histoire des sciences. Il y eut d'abord la chaire d'histoire de la médecine ouverte en 1794 à l'École de santé de Paris, fermée en 1822 et restaurée en 1870 à la Faculté de médecine de Paris au bénéfice de Charles Daremberg<sup>27</sup>.

<sup>26</sup> Abel Rey, *loc. cit.* n. 23, pp. 20-211.

<sup>27</sup> Sur l'histoire de cette chaire, voir la thèse très documentée de Philippe Galanopoulos, *L'enseignement de l'histoire de la médecine à Paris au xix<sup>e</sup>* .../...

Cette chaire existait toujours dans les années 1930, où elle était tenue par Maxime Laignel-Lavastine (1875-1953), qui fut dans les premiers temps de l'IHS un soutien indéfectible de Rey, en accueillant dans sa Faculté les étudiants intéressés à l'histoire des sciences biologiques et médicales. En ce qui concerne l'histoire des sciences proprement dite, il y eut la tentative fameuse mais infructueuse d'Auguste Comte en 1832 pour obtenir la création d'une chaire d'histoire des sciences au Collège de France. Cette chaire fut finalement créée sous le nom « Chaire d'histoire générale des sciences » pour Pierre Laffitte, disciple d'Auguste Comte, qui l'occupa de 1892 à 1903, mais ses travaux ne portaient guère sur l'histoire des sciences. La même chaire fut ensuite attribuée à Grégoire Wyruboff au Collège de France (1903-1913), chimiste et cristallographe réputé, positiviste diligent, mais sans aucune compétence en histoire des sciences<sup>28</sup>. L'élection de Wyruboff avait suscité un immense scandale, largement relaté dans les réunions des sociétés internationales, car on y attendait Paul Tannery (1843-1904), qualifié par la suite de « martyr de l'histoire des sciences ». L'évincement de Tannery, au dernier moment, semble avoir résulté d'une méfiance des Professeurs du Collège de France, échaudés par deux collègues qui pendant vingt ans avaient discrédité une discipline toute jeune et mal établie dans ses critères de scientificité ; selon Georges Sarton, qui a examiné cette crise avec précision et pénétration, le Collège de France, en retenant Wyruboff, a délibérément choisi la science plutôt que l'histoire des sciences, discipline trop controversée<sup>29</sup>. Après Wyruboff, la chaire d'histoire des sciences demeura vacante, mais fut restaurée en 1920 pour Pierre Boutroux, « qui eut l'étonnant mérite d'être le premier historien des sciences authentique à l'occuper – vingt-huit ans après sa création<sup>30</sup> ». Mais Boutroux mourut en 1922, peu après avoir obtenu la chaire. La suite des péripéties malheureuses de la Chaire du Collège de France était à l'esprit de tous, en France et dans le monde, car la France est sans aucun doute, et avec une

*siècle (1794-1914). La défaite de l'érudition*, Paris, École nationale des chartes 2009, 471 p.

<sup>28</sup> Annie Petit a analysé en détail les origines de la création de la chaire d'histoire générale des sciences du Collège de France (Comte), et les carrières de ses deux occupants (Laffitte, Wyruboff), en insistant sur l'enjeu qu'elle a représenté pour les positivistes (« L'héritage du positivisme dans la création de la chaire d'histoire générale des sciences au Collège de France », *Revue d'histoire des sciences*, tome 48, n°4, 1995. pp. 521-556).

<sup>29</sup> Georges Sarton, « Paul, Jules, and Marie Tannery (with a note on Grégoire Wyruboff) », *Isis*, vol. 38 (1947), n°1/2, pp. 33-51.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 41.

priorité exceptionnelle, le premier pays à avoir mis en place une chaire d'histoire des sciences. Outre le Collège de France, la France avait deux autres précédents en matière d'enseignement organisé de l'histoire des sciences. La Faculté des Lettres de Lyon avait créé une chaire d'histoire et philosophie des sciences, qui fut successivement occupée par Arthur Hannequin<sup>31</sup> et Edmond Goblot, mais qui fut transformée en chaire d'histoire de la philosophie en 1929. À Paris, enfin, la « Chaire d'histoire de la philosophie dans ses rapports avec les sciences », avait été créée en 1909 pour Gaston Milhaud<sup>32</sup>, auquel Abel Rey avait succédé en 1919. Toutefois, ce n'était pas à proprement parler une chaire d'« histoire des sciences ».

Ces événements étaient bien connus de ceux qui ont œuvré avec Abel Rey en faveur de la création de l'Institut d'histoire des sciences. Il ne s'agissait pas de mettre en place une nouvelle chaire : il y en avait une (celle de Rey). Il ne s'agissait pas non plus de créer un groupe ou un centre de recherche en histoire des sciences : il y en existait un, dirigé par Rey au Centre de Synthèse. Il s'agissait de créer un Institut ayant pour mission d'organiser l'enseignement de l'histoire des sciences.

Nous n'avons pas encore réussi à reconstituer avec toute la précision que nous souhaiterions l'enchaînement des événements qui ont conduit le Conseil de l'Université de Paris à demander, le 30 novembre 1931, la création de l'IHS. Braunstein indique que cette demande a résulté d'un soutien unanime des professeurs de la Faculté des lettres à la proposition formulée par Abel Rey. Toutefois le détail nous demeure inconnu. Il vaudrait la peine de mieux comprendre le réseau (intellectuel, professionnel, politique ?) qui a conduit si vite et si efficacement de cette proposition à l'incroyable Comité Directeur de l'IHS, réuni dès le 4 mars 1932, à peine plus d'un mois après la promulgation du décret de création.

Nous avons cependant trouvé des indices sur le mouvement, nullement limité à un individu, qui a porté la demande. Au 2<sup>e</sup> Congrès d'histoire des sciences tenu à Londres, une session spéciale fut consacrée à l'enseignement de l'histoire des sciences. Dix-huit

<sup>31</sup> Sur cette école lyonnaise, voir Pierre Brunet, « L'école lyonnaise d'histoire des sciences (A ; Hannequin, E. Goblot, A ; Georges-Berthier), *Archeion*, 17 (1935), n° 2-3, pp. 146-159).

<sup>32</sup> Sur Milhaud, voir l'ouvrage sans équivalent *Science, histoire & philosophie selon Gaston Milhaud. La constitution d'un champ disciplinaire sous la troisième République*, ss dir. A. Brenner et A. Petit Paris, Vuibert, 2009.

communications exposant concrètement la situation dans divers pays y furent présentées ; elles venaient en quelque sorte compéter sur le plan pratique le rapport solennel demandé à Michel L'Héritier, Secrétaire général du Comité international des sciences historiques. Abel Rey était absent, mais le rapport sur la France présenté par Michel Brunet le 30 juin 1931 est instructif. Brunet commence par rappeler l'histoire des diverses chaires que nous avons mentionnées, en commentant : « ... L'Université française, après avoir été la première, si je ne me trompe, à ouvrir la voie, ne s'y est avancée que de manière de plus en plus hésitante ». Il mentionne que le Professeur Abel Rey a orienté les enseignements de sa chaire vers l'histoire des sciences. Puis il conclut : « En attendant que le Ministère de l'Instruction Publique prenne en considération un vœu de la création d'Instituts d'histoire des sciences, il importe, par divers rapports et communications sur la question, d'envisager les moyens les plus efficaces pour déterminer, soit parmi les professeurs, soit dans l'opinion publique, un courant d'idées favorables<sup>33</sup>. » Pierre Brunet était un philosophe, enseignant dans un lycée, et membre du Centre de Synthèse, dans la section d'Abel Rey. Le « Groupe français d'historiens des sciences » réfère très probablement aux historiens des sciences qui gravitaient autour de Rey au Centre de Synthèse. La communication de Brunet indique sans équivoque qu'une action avait été engagée dans ce cadre auprès du Ministère de l'Instruction publique. Rey avait lui-même présenté en mai 1931 un rapport sur l'enseignement de l'histoire des sciences en France devant la section d'histoire des sciences du Centre international de synthèse. Brunet s'est très probablement appuyé sur ce rapport pour présenter le sien propre à Londres.

Simultanément, à l'été 1931, la revue *L'Enseignement scientifique* lance une enquête sur l'enseignement de l'histoire des sciences dans l'enseignement du second degré et dans la formation des maîtres<sup>34</sup>. La revue se réclamait des prises de position publiques d'Émile Picard (futur président d'honneur du Comité directeur de l'IHS – voir *supra*) et de Paul Langevin (aussi membre de ce Comité). Les questions qu'elle adressait aux lecteurs furent relayées par d'autres revues, *l'Université nouvelle* en novembre-décembre 1934. Les principales questions posées étaient celles-ci :

<sup>33</sup> Pierre Brunet, « L'enseignement de l'histoire des sciences en France », Communication faite le 30 juin 1931, reproduite dans *Archeion*, vol. 14 (1932), n° 1, p. 93.

<sup>34</sup> Voir N. Hulin, *loc. cit.*, pp. 397-405

« Quel doit être le rôle de l'histoire des sciences dans la formation des professeurs et comment organiser son enseignement dans les facultés ?  
Comment en faire profiter les futurs professeurs de sciences...  
Comment en faire profiter les<sup>35</sup> futurs professeurs de lettres, en particulier les philosophes et les historiens... ? »

L'enquête, qui dura trois ans, eut un grand retentissement, dans l'enseignement secondaire et dans l'Université. De nombreux savants, philosophes et historiens s'exprimèrent, dont un certain nombre se retrouvèrent d'ailleurs dans le comité directeur de l'IHS.

En résumé, la création de l'IHS s'est trouvée à la confluence de plusieurs séries causales elles-mêmes fortement significativement interconnectées : les débats sur l'enseignement de l'histoire des sciences dans les lycées, la professionnalisation de l'histoire des sciences (sociétés savantes, revues spécialisées, chaires), et les tentatives répétées de la France sur au moins un siècle pour créer un tel enseignement au niveau universitaire. Abel Rey, véritable « entrepreneur intellectuel » selon l'expression heureuse de Braunstein, avait toutes les cartes en mains : une chaire à la Sorbonne, un centre ou « groupe » d'histoire des sciences au Centre international de synthèse, un réseau international, des responsabilités éditoriales importantes. Comme le suggère aussi Braunstein, il avait pour lui l'avantage sur d'autres d'être ouvertement laïque<sup>36</sup>, et, ajouterions-nous volontiers, socialiste, comme Paul Doumer qui signa le décret de création.

### **3. L'IH(S)T dans la période Abel Rey (1932-1940)**

L'IHS existe donc légalement le 28 janvier 1932. Son premier Comité directeur se réunit le 4 mars 1932. Il a 47 membres<sup>37</sup>. L'événement est immédiatement répercuté dans *Archeion* : le premier des quatre fascicules de l'année 1932 donne un résumé de cette réunion. Dans ce résumé, Abel Rey signale que, du point de vue du « travail de recherche (...), une institution privée, installée au Centre de Synthèse, 12 rue Colbert, est susceptible d'apporter (...) une aide très précieuse. Il s'agit de la Section d'Histoire des Sciences, dirigée par M. MIELI, et qui peut mettre à la disposition des lecteurs une grande salle de lecture, une Bibliothèque de 10.000 volumes, trois mille plaquettes, trente mille fiches bibliographiques. » La connexion avec le Centre de Synthèse se

<sup>35</sup> *L'Université nouvelle*, 1931, pp. 91-92 ; cité dans Hulin, *loc. cit.*, pp. 398-399.

<sup>36</sup> Braunstein, *loc cit.*, 2<sup>e</sup> éd. (2015), p. 173-174.

<sup>37</sup> Voir liste *supra*, section 1.

confirme donc. La qualification de la section dirigée par Mieli comme "institution privée » surprend un peu car, comme on l'a vu, cette section (ou plus exactement sous-section) était une composante de la section du Centre international de Synthèse dirigée par Abel Rey, le Centre international de synthèse étant lui-même un organisme scientifique français fondé par décret du Conseil d'État en 1925 (rien de moins !). L'information d'*Archeion* a sans doute été rédigée hâtivement. Il est vraisemblable que Rey se soit en fait référé au fonds documentaire constitué par Mieli à Rome, que celui-ci aurait pu transférer ( ? ) à Paris en sa qualité de directeur de la publication *Archeion*. Quoi qu'il en soit, l'IHS, parti de rien, fut au départ installé à la Sorbonne, dans le « Cabinet de la salle C » de la Faculté des Lettres. Il y disposa dès 1932 d'ouvrages résultant de donations, notamment une importante cession du Service Hydrographique de la Marine<sup>38</sup>. Une partie précieuse du fonds ancien, toujours présente dans l'actuelle équipe « IHSPT » de la rue du Four, vient de cette donation.

Lors de sa deuxième Assemblée Générale du 27 janvier 1932, le Comité directeur adopte une proposition de modification du titre de l'Institut, qui devient « Institut d'histoire des sciences et des techniques », titre qui sera officialisé trois mois plus tard par le Décret du 11 avril 1933 modifiant les statuts de l'IHS<sup>39</sup>. Simultanément, on décide de porter de 45 à 60 le nombre des membres du Comité directeur, et de demander au Recteur de présider le Comité. De fait, le recteur Sébastien Charléty accepta, et remplaça Abel Rey, qui présidait en 1932. On apprend aussi dans cette réunion de janvier 1933 que Pierre Ducassé est « Secrétaire général des travaux scientifiques ». Historien des techniques et spécialiste d'Auguste Comte, Pierre Ducassé restera dans cette position jusqu'en 1955, date de la nomination de Georges Canguilhem comme Professeur à la Sorbonne, et conséquemment Directeur de l'IHST. Ducassé fut la pierre angulaire de l'administration de l'IHST pendant vingt-deux années, assurant la continuité dans toutes les dimensions de son organisation, prenant soin de la bibliothèque, et dispensant des enseignements réguliers d'initiation à l'histoire et à la philosophie des sciences (19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles), et assumant la charge de secrétaire de rédaction de la revue *Thalès*. On lui doit aussi les tentatives, inabouties, pour rapprocher la Maison Auguste Comte de

<sup>38</sup> Archives de l'IHPST, Un. Paris 1, Deuxième Assemblée Générale du Comité Directeur (27 janvier 1933).

<sup>39</sup> Cf. *supra* n. 5.

l'IHST<sup>40</sup>, et y transférer les manuscrits d'Auguste Comte<sup>41</sup>. Ronan Le Roux évoque prudemment le dépit qui aurait saisi Ducassé lorsque, à l'arrivée de Georges Canguilhem, il n'obtint pas la direction de l'IHST. Il devint alors Inspecteur général de l'enseignement technique, puis Professeur à l'Université de Besançon, et finalement Professeur au Conservatoire National des arts et Métiers (chaire « Méthodes d'expression de la pensée scientifique et technique »)<sup>42</sup>.

Dans la suite de la présente enquête, nous nous contenterons de caractériser à grands traits l'évolution de l'Institut selon quelques critères : les locaux, la nature et les noms des entités composantes, la direction et les aspects institutionnels (notamment les tutelles), l'organisation des enseignements, la bibliothèque, les publications, l'orientation intellectuelle globale. Un tableau détaillé des travaux de recherche qui ont été menés à l'Institut, ainsi que des personnes qui ont séjourné à l'Institut irait au-delà de ce que peut présenter un simple article. Les questions institutionnelles étant particulièrement délicates, nous nous y attacherons plus particulièrement. Quoique rébarbatives, elles permettent d'embrasser large, et de donner une idée des grandes transformations qu'a connu l'entité, dans sa fonction (enseignement vs. recherche) et dans un environnement qui a profondément changé de 1932 à 2001.

La question des locaux est la plus aisée. Un rapport d'activité présenté à l'assemblée générale du Comité directeur du 9 février 1934 nous apprend que « La question du local est encore en suspens. » L'installation au 13 de la rue du Four s'est faite à la fin de l'année 1934. Il est cependant certain que le deuxième étage de cet immeuble d'habitation fut acté dans le courant de l'année 1934. Les archives contiennent en effet un « inventaire des meubles et objets se trouvant à l'Institut d'histoire des Sciences et des Techniques, 13, rue du Four », daté du 4 décembre 1934. Cet inventaire localise les objets dans quatre salles dénommées « Bureau du directeur » (grande pièce à l'angle de la rue du Four et de la rue Mabillon, aujourd'hui devenue « Salle de conférences ») ; « Bibliothèque » (deux fenêtres rue Mabillon dans la continuité du

<sup>40</sup> Braunstein, *loc. cit.*

<sup>41</sup> Ronan Le Roux, « Pierre Ducassé et la revue *Structure et évolution des techniques* (1948-1954) », *Document pour l'histoire des techniques* [En ligne], 20, 2e semestre 2011, mis en ligne le 17 septembre 2012,

URL : <http://dht.revues.org/1761>.

<sup>42</sup> Le Roux, *Ibid.*



Bureau du Directeur – ceci correspond aujourd’hui au secrétariat et au premier bureau de chercheurs) ; « Secrétariat » (côté cour, correspondant à l’actuelle salle des doctorants et à une partie du bureau du directeur) ; « Salle Paul Tannery (Conférences de l’Institut), occupant tout le fond, et donnant à la fois sur la rue Mabillon (trois fenêtres) et sur la cour intérieure. Cette grande salle avait une contenance d’environ soixante personnes. Les objets inventoriés sont classés en trois catégories : « Meubles ou objets provenant de Pichon et rendus à l’Université » (notamment 43 chaises, 11 tabourets, un piano Pleyel) ; « Mobilier Pichon (affecté à l’Institut d’Histoire des Sciences et des Techniques » (156 meubles et objets) ; « Mobilier appartenant en propre à l’Institut d’Histoire des Sciences et des Techniques » (27 meubles et objets). Cet inventaire semble indiquer que l’étage (160 mètres carrés, comme aujourd’hui) était antérieurement occupé, non par un particulier, mais par l’Université à un titre inconnu. Même si le mobilier contient des objets tels que des chromos, onze fauteuils « dont un à bascule », des glaces, et des tapis, il ne paraît pas plausible qu’une habitation individuelle ait contenu 41 petites tables, 4 tableaux noirs et 49 chaises. Quoi qu’il en soit, l’Institut est demeuré dans le même lieu depuis maintenant 82 ans. Selon les époques, il a disposé parfois d’une pièce supplémentaire dans les étages<sup>43</sup>. Sa configuration n’a été modifiée qu’une fois, au début des années 2000. En un sens précis, il y a donc au moins un aspect de l’Institut qui n’a pas changé jusques à aujourd’hui – sa localisation physique. C’est pourquoi l’Institut, qui a changé à tant d’autres égards est si souvent identifié en France et dans le Monde comme « la rue du Four ». Voici au moins un point clair dans une histoire compliquée.

<sup>43</sup> Le procès-verbal de l’assemblée générale du comité directeur du 20 mars 1959 évoque un point obscur, celui des « deux étages » originellement occupés par l’Institut. « MM. André Lalande et Gaston Bachelard font remarquer qu’au moment où, sous l’occupation, l’Institut a cédé au service d’Hygiène Scolaire l’un des deux étages qu’il occupait depuis sa fondation, il avait été expressément entendu que ce local provisoirement cédé par l’Institut d’Histoire des Sciences serait récupéré par lui le cas échéant. » Cette remarque de Lalande et Bachelard venait en réponse à une information de Canguilhem selon laquelle l’Université envisagerait « un réaménagement général des locaux dans l’immeuble 13 rue du Four », ce qui impliquerait « un changement d’étage dans l’immeuble » (nous soulignons). Lalande et Bachelard pensaient-ils à « deux étages » intégralement occupés, ou une pièce à une autre étage (« ce local »). La première interprétation paraît peu compatible avec l’agencement des locaux qu’assume l’inventaire analysé plus haut (quatre pièces bien identifiables au deuxième étage). Faute de données complémentaires, la question ne peut être tranchée à ce stade de notre enquête.

En ce qui concerne la direction, l'affaire est simple pour la période qui nous concerne dans cette section : ce fut Abel Rey, de 1932 à sa mort en 1940. Pour les périodes suivantes, nous avons récapitulé en un tableau les données relatives aux noms et rattachement de l'Institut proprement dit, et à partir de 1967, de l'équipe CNRS hébergée à l'Institut, et les noms des directeurs successifs des deux entités. La composition de ce tableau, à partir des archives de l'IHPST, n'a pas été aisée, notamment en ce qui concerne la période marquée par l'association au CNRS, qui commence en 1967. Nous espérons ne pas avoir commis d'erreur.

Dressons un tableau d'ensemble de la direction d'Abel Rey. Les acquisitions de la bibliothèque donnent une idée de la vitalité de l'Institut<sup>44</sup>. De 1932 à 1940 inclus, l'Institut acquit 950 ouvrages, soit un taux d'acquisition supérieur à 100 volumes par an (à comparer aux périodes ultérieures, voir tableau 2). Mais il n'y eut qu'un nombre infime d'achats. La plupart des ouvrages acquis ont résulté de dons. Plusieurs centaines de volumes furent cédés par des bibliothèques. Les deux sources les plus notables furent le Service hydrographique de la Marine et l'Académie des sciences. C'est du Ministère de la Marine que sont venues certaines des collections et des ouvrages les plus précieux de l'Institut, comme les Mémoires de l'Académie de Saint-Petersbourg, la série de la *Geological Society*, ou les œuvres de Bonnet. Le reste consista en dons individuels (Mme Paul Tannery, Abel Rey lui-même, Hélène Metzger, André Lalande, et de nombreux membres du Comité directeur). À partir de 1936, les dons, qui représentaient plus de six cents ouvrages, deviennent plus rares, et les achats s'intensifient. Un don modeste retient notre attention, celui d'un livre intitulé *Les nouvelles bases philosophiques de la science*, écrit par Jeans (Père jésuite). Daté de 1935, année même de la parution de livre, il fut réalisé par Georges Canguilhem la même année. Ceci indique que Canguilhem connaissait et entretenait peut-être quelque relation avec l'IHST, bien avant la prise de fonction de Bachelard, avant qu'il n'ait commencé ses études de médecine et même avant qu'il n'ait publié ses premiers articles proprement académiques.

Comment l'Institut a-t-il accompli la mission d'enseignement qui lui était assignée dans les statuts de 1932 ? Ceux-ci (articles 6 et 7) disposaient que l'Institut avait la capacité de délivrer un « diplôme d'histoire des sciences ». Dès la première année,

<sup>44</sup> Source : Cahier des acquisitions de la bibliothèque (200 p.), Archives de l'IHPST, Un. Paris 1.

cependant, le dispositif a été plus complexe que ce que suggère cette formule. Un document précieux, intitulé « Rapport sur l'efficacité de l'Institut » nous renseigne sur ce qui fut mis en œuvre la première année, en 1932<sup>45</sup>. Il y est question : (1) d'un « ensemble de conférences sur l'histoire des mathématiques et de l'astronomie, de la physique, de la chimie et des sciences médicales » ; (2) « d'un séminaire de jeunes gens », réuni sous la direction du Professeur Abel Rey, « conformément à l'intérêt essentiel de l'Institut qui est de favoriser le travail de recherche ». Ce séminaire, est-il dit, a réuni trois publics : « soit des candidats au certificat d'histoire et philosophie des sciences, soit des candidats au diplôme d'études supérieures et aux mémoires de l'Institut, soit des jeunes gens ayant une forte culture scientifique et s'intéressant à la philosophie des sciences et à leur histoire ». On voit ici le tout nouvel Institut manœuvrer pour concilier des intentions diverses : deux filières du point de vue des examens (licence et « diplôme »), histoire et philosophie des sciences, formation et recherche. Après ces premiers tâtonnements, qui ont duré au plus deux ans, la structure des enseignements s'est figée en une formule présentée dans le premier numéro de la revue *Thalès* (1934)<sup>46</sup>. On y lit que « Les études de l'Institut d'Histoire des sciences et des Techniques sont sanctionnées par les examens suivants : Le certificat d'Histoire et Philosophie des Sciences qui compte parmi les certificats de la licence ès lettres, et le diplôme de l'Institut (plus spécial) ». Le certificat avait deux options : « Histoire générale et philosophique des sciences » et « Histoire des théories scientifiques contemporaines et de leurs interprétations philosophiques ». La première option couvrait l'ensemble des périodes historiques de l'histoire des sciences, dans tous les champs. Cette option faisait l'objet du cours hebdomadaire d'Abel Rey, et était complétée par un autre cours, dispensé le plus souvent par Hélène Metzger. La seconde option était enseignée par Pierre Ducassé et était aussi complétée par un autre cours, souvent donné hors les murs de l'IHST. Par ailleurs tous les étudiants

<sup>45</sup> Archives de l'IHPST, Un. Paris 1. Quoique non daté, ce document peut être précisément situé, car se référant à « la première Assemblée générale du Comité directeur », il évoque les conférences qui y ont été organisées « pour la première année ». Le document a donc très probablement été rédigé fin 1932 ou début 1933 à l'intention du recteur (comme l'implique le titre). Il a peut-être aussi été porté à la connaissance de la deuxième Assemblée générale du Comité directeur 27/01/1933, car il vient immédiatement au voisinage du PV de cette réunion.

<sup>46</sup> *Thalès*, Première année-1934, Paris, Librairie Félix Alcan, 1935, pp. VI-VIII.

devaient passer un examen écrit sur un sujet de philosophie générale, et tous devaient passer deux oraux correspondant aux programmes des deux options. Le diplôme, quant à lui, reposait sur un séminaire hebdomadaire et sur un ensemble de conférences ponctuelles. Les étudiants avaient le choix entre un séminaire d'« histoire et de philosophie des sciences » (Rey) et un séminaire d'« histoire de la biologie, des sciences naturelles et de la médecine » (assuré par Maxime Laignel-Lavastine, titulaire de la chaire d'histoire de la médecine à la Faculté de médecine de Paris, située à quelques pas de l'Institut). Les fameuses affiches<sup>47</sup> éditées en très grand format (environ 80 cm de hauteur, voir Figure 1) reflètent cette structure d'ensemble. On en retient que les étudiants acquéraient une culture générale en histoire et philosophie des sciences, et qu'ils étaient fortement incités à aller suivre des cours complémentaires qui leur étaient ouverts ailleurs, le plus souvent dans d'autres Facultés ou établissements, et qui mettaient parfois en avant une forte compétence scientifique spécialisée (par ex. Louis de Broglie, Marcel Mauss et l'Abbé Breuil au Collège de France). Ces cours ont assez systématiquement mobilisé des membres du Comité directeur de l'Institut. Ces affiches impressionnantes avaient sans doute valeur de preuve du fait que l'IHST remplissait bien sa mission, avec la dimension interdisciplinaire qui était la sienne. Elles s'accordent bien avec le talent de communicateur qui était celui de Rey.

La structure fondamentale du programme de licence n'a pas changé jusqu'en 1959, date à laquelle a été mise en œuvre la réforme élaborée par Georges Canguilhem en 1958 avec une solennité qui force l'attention (Cf. section suivante). Les coûts en étaient minimaux, puisque les cours étaient assurés soit par le professeur-directeur en place et le secrétaire de l'Institut (Ducassé sur la quasi-totalité de la période), soit bénévolement (par ex. Hélène Metzger et Pierre Brunet), soit au titre d'enseignements intégrés selon toute vraisemblance dans les programmes dans d'autres établissements.

L'organisation intellectuelle générale des enseignements s'accordait bien avec l'idée qu'Abel Rey se faisait de l'histoire des sciences et de la philosophie des sciences. Braunstein a bien

<sup>47</sup> Deux d'entre elles (1936-37 et 1937-38 ont été conservées dans les archives de l'IHPST. Nous ignorons s'il y en eu d'autres, mais des allusions çà et là suggèrent que c'est le cas.

caractérisé cette orientation intellectuelle<sup>48</sup>. Rey considérait que la théorie de la connaissance était sans intérêt, et que la philosophie, si elle s'intéresse aux sciences, doit les considérer dans leur histoire effective. Quant à cette histoire, il la voyait comme un vaste développement de la science positive, qu'il convenait de décrire tel qu'il se donne sous forme de méthodes et de résultats. D'où l'adage : « Le philosophe, s'il veut être absolument positif, n'a rien ajouter à la science<sup>49</sup>. » D'où aussi un schéma de formation simple dans son principe général, qui consiste à éveiller les étudiants à l'idée d'une histoire de la raison, et à les confronter à des contenus scientifiques tels qu'ils se sont donnés et se donnent au présent.

La revue *Thalès*, fondée en 1934, fut d'abord conçue comme un organe épousant étroitement les enseignements de l'Institut. Le premier tome contient des cours (ou extraits de cours) et les textes de certaines des conférences données l'année antérieure dans le cadre du programme. S'y ajoutent des « recherches et mémoires » de jeunes chercheurs, une bibliographie liée aux cours et quelques revues d'ouvrages. Les trois tomes suivants (II, 1935 ; III, 1936 et IV, 1937-39) resteront dans le même esprit, mais de manière un peu plus libre. La mention des « cours » disparaîtra au profit de « Mémoires », « Travaux et Recherches », « Conférences ». Une évolution vers une revue de recherche, plutôt qu'un support d'enseignements, se fait sentir, mais les textes sont presque tous écrits par des personnalités liées d'une manière ou d'une autre à l'Institut, conformément au sous-titre de la revue : « Recueil annuel des travaux de l'Institut d'histoire des sciences et des techniques de l'Université de Paris ».

Le quatrième tome (« Années 1937-1939 »), fut publié en 1940, après la mort d'Abel Rey. On peut voir dans ce délai un indice d'un effacement, au moins partiel, de Rey à partir de 1938. Cet effacement est confirmé par l'interruption des réunions plénières et des réunions de bureau, qui de mars à décembre 1937, s'étaient tenus annuellement sans interruption. Le cahier relié qui contient ces documents, soigneusement reproduits à la main ou collés, s'interrompt brutalement fin 1937. Les acquisitions de la bibliothèque marquent aussi une pause, tandis que le nom de Rey, se

<sup>48</sup> Braunstein, *loc. cit.*, 2006, pp. 181-190 ; 2015, pp. 173-182.

<sup>49</sup> Abel Rey, « Vers le positivisme absolu », *Revue philosophique* (1909), cité dans Braunstein, *loc. cit.*

fait plus rare dans les programmes des cours, des conférences et du séminaire.

#### **4. L'IHST dans la période Gaston Bachelard (1940-1955)**

Gaston Bachelard (1884-1962) prit ses fonctions de Professeur à la Sorbonne, et de Directeur de l'IHST en 1940, à cinquante-six ans. Quoique l'image de l'IHST en France et dans le monde soit systématiquement associée au nom de Bachelard, celui-ci n'y a guère laissé une empreinte profonde. Bachelard était un peu le contraire de Rey. Autant Rey était un « entrepreneur intellectuel », un administrateur et une figure mondaine hors pair, autant Bachelard n'était rien de tout cela. Autant la philosophie de Rey est mal connue et rétrospectivement quelque peu décevante, autant Bachelard a brillé par sa pensée. Rey avait bâti une maison universitaire qui mariait l'histoire et la philosophie des sciences ; Bachelard a offert l'un des exemples les plus remarquables dont de la manière dont ce mariage peut réussir et valoir comme modèle intellectuel. Mais, du strict point de vue de l'IHST, ce fut sans doute une période marquée par quelque chose qu'on pourrait appeler, sinon une interruption, du moins un effacement, en rupture avec le style institutionnel flamboyant de Rey. La guerre y fut sans doute pour quelque chose, mais aussi la personnalité de Bachelard. Dans cette section, le lecteur ne croulera pas sous la masse des informations, car de cette période il n'est resté que très peu d'archives, sans doute, croyons-nous, car il y a eu peu à archiver. Le silence des archives reflète comme un silence de l'institution, qui n'a d'égal que l'ampleur de l'œuvre personnelle développée par le philosophe de 1940 à 1954 dans les deux domaines de la poétique et de la philosophie des sciences<sup>50</sup>. Ce silence ne doit pas non plus faire oublier l'expérience paraît-il extraordinaire que représentaient les

<sup>50</sup> Pour mémoire :

1942.- *L'Eau et les rêves : Essai sur l'imagination de la matière*, Paris, José Corti.

1943.- *L'Air et les Songes : Essai sur l'imagination du mouvement*, Paris, José Corti.

1948.- *La Terre et les Rêveries de la volonté : Essai sur l'imagination des forces*, Paris, José Corti.

1948.- *La Terre et les Rêveries du repos : Essai sur les images de l'intimité*, Paris, José Corti.

1949.- *Le Rationalisme appliqué*, Paris, Presses Universitaires de France.

1950.- *Paysages : Etudes pour quinze burins d'Albert Flocon*, Paris, Presses Universitaires de France.

1951.- *L'Activité rationaliste de la physique contemporaine*, Paris, Presses Universitaires de France.

1953.- *Le Matérialisme rationnel*, Paris, Presses Universitaires de France.

cours de Bachelard à la Sorbonne. Mais ce n'est point ici notre sujet.

Commençons donc par la bibliothèque. Les numéros d'inventaire montrent que les achats, interrompus pendant deux ans, reprennent début 1941, donc lorsque Bachelard prend ses fonctions. Les acquisitions n'ont pas le même rythme que du temps de Rey, mais il n'y a pratiquement plus de donations après Rey, et jamais on n'a acheté autant de livres. Puis on constate une interruption totale des acquisitions de 1943 à 1948. Ceci ne doit sans doute rien à Bachelard : à défaut d'informations contraires, on peut conjecturer que la guerre a vraisemblablement tari les ressources. En 1948 les achats reprennent, mais demeurent à un niveau faible, en réalité le plus bas de toute l'histoire de l'Institut.

Autre dimension du « silence » : de décembre 1937 à octobre 1948, il n'y a aucune trace d'une réunion ni du Comité directeur ni de son bureau, l'un et l'autre étant censés se réunir chaque année. Les assemblées générales des comités directeurs étant numérotés dans les PV, il est aisé de voir qu'il n'y a pas eu perte de documents : la cinquième AG s'est tenue le 27 janvier 1933, et la sixième le 28 octobre 1948. Là encore, on peut invoquer la guerre et ses circonstances particulières (éloignement de certains membres, décès, grève administrative, etc.), mais pourquoi la situation perdure-t-elle après la libération de Paris ?

Ce sont en fait les correspondances entre le recteur et Bachelard qui nous renseignent le mieux sur la vie de l'Institut dans les années 1940. En fait ce sont là à peu près les seules sources, un fait singulier par soi-même. Eu égard à l'exceptionnelle figure de Bachelard, nous nous permettrons de reproduire de larges extraits de ces courriers, totalement inconnus des lecteurs de Bachelard.

Fin 1943, Bachelard reçoit un courrier du recteur de l'Académie de Paris, Gilbert Gidel, qui lui demande de fournir des informations statistiques sur l'Institut, et sur ses recherches scientifiques. Voici *in extenso* la lettre que Bachelard adresse au recteur en retour le 20 décembre 1943, où nous respectons la mise en page et l'orthographe :

« Monsieur le Recteur,

En réponse à votre lettre me demandant quelques renseignements statistiques au sujet de l'Institut d'Histoire des Sciences, je m'empresse de vous faire connaître que le nombre d'élèves qui ont obtenu le certificat d'histoire des sciences :

à la session de Juillet est de .....9

à la session de Novembre est de .....3

Parmi les 17 diplômes que j'ai dirigés à la Sorbonne, l'un a été fait sur "l'idée de machine" et relève des inspirations de l'Institut d'Histoire des Sciences.

Vous voulez bien me demander un résumé de mon activité scientifique. Depuis mon livre sur La Philosophie du Non, paru en 1940, je n'ai pu faire paraître un nouveau livre de philosophie scientifique. J'ai publié l'an dernier, aux éditions Corti, un livre sur L'Eau et les Rêves où j'étudie l'influence de l'onirisme sur la pensée claire. Je vais publier, chez le même éditeur, un livre sur L'air et les songes qui poursuit les mêmes études. Je compte relier [terme peu lisible] ces travaux à des recherches sur la formation de l'esprit scientifique.

J'ai fait également plusieurs comptes-rendus dans la Revue Philosophique.

Je vous prie de bien vouloir, Monsieur le Recteur, l'expression de mes très respectueux sentiments.

LE DIRECTEUR de l'INSTITUT,  
G. BACHELARD"

Le 14 octobre 1948, c'est le recteur Jean Sarailh qui demande avec une insistance non dissimulée de régulariser la situation administrative de l'IHST. Après avoir rappelé la composition réglementaire du bureau du Comité directeur, il écrit :

"Ce bureau n'a pas été renouvelé depuis l'année 1936. Le Comité Directeur me paraît devoir être réuni au plus tôt, en vue de régulariser cette situation.

Je vous serais obligé de vouloir bien me proposer une date pour la réunion de ce Comité dont j'aimerais la composition exacte et m'indiquer les questions que vous comptez lui soumettre.

J'envisagerais pour ma part l'ordre du jour suivant :

1°) renouvellement du bureau pour les années 1948 à 1951 ;

2°) projet de budget de l'Institut pour l'année 1949.

[Signature manuscrite]"

Le 16 octobre 1948, Bachelard établit ou fait établir une liste des membres du Comité directeur, qui comprend 48 membres. C'est une liste de 45 noms. Hormis les personnes ès qualités (le recteur, président, les doyens des cinq facultés et le directeur du CNAM, membres de droit), cette liste est à un nom près (Lapicque) obtenue par réduction de la liste de 1935 donnée *supra* en section 1<sup>51</sup>. Le 28 octobre 1948, le Comité directeur dûment convoqué se réunit. Six personnes sont présentes : Bachelard, Laignel-Lavastine, Lalande, Rivet, Abbé Sesmat, et un représentant du Directeur du CNAM. Lors de cette réunion, le Comité directeur propose un nouveau bureau, et quelques noms pour le Comité lui-même. Entre autres choses, Bachelard expose l'activité de l'Institut au cours de la dernière année scolaire. Il mentionne que sept à huit conférenciers étrangers prennent part au séminaire chaque année, et évoque les conférences de Heyting, Beth, Gonsseth et Sarton. Il indique qu'il donne son « cours d'histoire des sciences » chaque mercredi à l'Institut même. Il indique sans autre précision qu'il y a des thèses en cours.

<sup>51</sup> Sarailh, Bachelard, Laignel-Lavastine, de Broglie, les 6 membres de droit, Bauer, Borel, Bréhier, Breuil, Brillouin, Carcopino, Cartan, Combes, Esclangon, Febvre, Giffard, Gilson, Hadamard, Koyré, Lalande, Lapicque, Lévy, Marçais, Massignon, Masson-Oursel, Mauss, Mazon, Mineur, Montel, Pérès, Rabaud, Rivaud, Rivet, Weill, Berthelot, Diès, Guiart, Guitard, Margerie, Sesma, Teilhard de Chardin.



Les trois années suivantes , Bachelard envoie spontanément son rapport d'activité au Recteur Sarailh. Dans les trois courriers, la première phrase est : « Durant l'année scolaire, l'Institut a continué son activité normale ». En voici de larges extraits, décidément savoureux :

« Les cours relatifs au Certificat d'histoire des sciences ont conduit un petit noyau d'étudiants à ce certificat. Je me suis trouvé, comme les années précédentes, devant un public assez mêlé. Certains étudiants très bien préparés par des études scientifiques, mathématiques et biologiques réussissent facilement. Les autres qui viennent souvent pour obtenir un certificat de licence, sans bien apprécier le caractère spécial des études qu'ils envisagent, connaissent des échecs. Mon but reste d'attirer à l'Institut des étudiants qualifiés.

Outre les cours, j'ai reçu plusieurs travailleurs qui sont venus me demander des conseils en vue d'une thèse ou d'une œuvre personnelle. La thèse de M. AUGER sur Roberval me semble en bonne voie. M. TATON fait plusieurs articles intéressants relatifs à l'histoire des mathématiques. »

Le rapport de 1949 indique que « douze à quinze étudiants » ont assisté aux cours du Certificat d'Histoire et Philosophie des Sciences », la moitié environ ayant passé l'examen. Les thèses mentionnées l'année précédente sont « en bonne voie » : « J'ai reçu à l'issue de mes cours les travailleurs les plus avancés ». Bachelard annonce aussi que la revue *Thalès* va paraître de nouveau. De fait, le tome 5, « Année 1948 », paraît courant 1949. Contrairement aux tomes des années 1930, la structure est ordonnée de manière thématique, ce qui fait davantage ressembler la revue à un périodique académique standard.

Le rapport de 1950 signale que les deux thèses ont reçu le permis d'imprimer. La partie la plus instructive concerne la revue *Thalès*. Évoquant le tome 5, Bachelard écrit : « J'ai pu obtenir la collaboration de MM. Jean PIAGET, Georges MATORÉ, André VARAGNAC, Pierre DUCASSÉ, F. RUSSO, René TATON, Maurice DUMAS, Émile CHARBLANC, Henri TOUCHARD, P. MESNAGE. Le numéro pour 1951 a été déposé la semaine dernière. (...) Si l'aide du C.N.R.S. peut être continuée, j'espère aboutir à une parution régulière de notre Revue. » Ces propos indiquent que Bachelard s'occupait de la revue. Le rapport de 1950 est aussi la première archive dans laquelle nous avons trouvé une mention du C.N.R.S. L'aide du CNRS est effectivement mentionnée sur la page de titre du tome 6 (« Années 1949-1950), qui paraît en 1951, bientôt suivi par les tomes 7 (Année 1951), et 8 (Année 1952), qui sortiront avec retard en 1953 et 1955. Dans ces volumes, la structuration de la revue en parties disparaît. Seuls figurent les titres des études, beaucoup plus longues que dans tous les numéros précédents. *Thalès* en vient ainsi à ressembler davantage à une revue scientifique ordinaire. Les jeunes chercheurs et collaborateurs de l'IHST sont toujours privilégiés, mais le tome 8 contient des articles de Ashby, Mc Culloch, et Rashevsky traduits

ou résumés en français. En six ans, l'IHST aura donc publié quatre volumes, soit autant sur la même période qu'au temps d'Abel Rey. L'aide du CNRS, systématiquement mentionnée, aura sans nul doute aidé, mais ces publications collectives montrent que Bachelard, dans des conditions redevenues favorables, a été actif sur ce terrain, avec l'aide certainement très efficace de Pierre Ducassé, secrétaire de rédaction de la revue.

Ceci n'empêche pas que le 13 octobre, une lettre du Recteur Sarailh, particulièrement sèche, demande à Bachelard son rapport annuel :

« Je vous rappelle que, par application des dispositions de l'art. 28 du décret du 21 juillet 1897 et de la circulaire du 7 octobre suivant, vous devez m'adresser un rapport sur la vie de votre Etablissement et son activité scientifique pendant l'année scolaire écoulée.

Ce rapport, que je vous prie de me faire parvenir le 31 décembre prochain au plus tard, devra être établi suivant le plan adopté par le Conseil de l'Université et joint à la lettre de mon prédécesseur en date du 30 mars 1944.

Jean Sarailh »

Ce courrier, qui ne comporte pas de formule de politesse, ni au début, ni à la fin, manifeste une certaine lassitude. Il nous apprend que d'autres demandes que celles que nous avons trouvées ont été adressées au Directeur de l'IHST. Bachelard s'exécutera dans les délais. De nouveau, il commence son rapport par la phrase : « Durant l'année scolaire, l'Institut a continué son activité normale ». On apprend que le nombre des étudiants ayant suivi les cours du Certificat a « atteint la trentaine », et que Daumas a reçu le permis d'imprimer pour ses thèses. Comme tous ses prédécesseurs et tous ses successeurs, Bachelard se plaint de crédits insuffisants.

En résumé, nous voyons donc que c'est essentiellement dans la période de la guerre que l'IHST a connu une très sérieuse diminution de son activité. Nous comprenons aussi que Bachelard n'aimait sans doute que très peu l'administration. Une évolution modeste mais significative vers la recherche, au sens d'une activité collectivement et institutionnellement encadrée, en sus de l'enseignement de base, se dessine : demandes explicites des recteurs, évolution du contenu de la revue *Thalès*, soutien du CNRS, et, quoique Bachelard s'exprime modestement, un flux significatif de thèses effectivement encadrées par lui. Cette évolution est significative de changements importants qui affecteront les établissements universitaires après la seconde guerre mondiale. Et, faut-il le rappeler, dans la période où il a eu une fonction directoriale (1940-1955), certainement sans précédent pour lui, Bachelard a réussi à publier huit livres, dont trois ouvrages majeurs de philosophie des sciences. Qui sait ? Peut-être la lettre du recteur Gidel de 1943 lui demandant de rapporter sur ses travaux

scientifiques l'a-t-elle incité à revenir à la philosophie des sciences. C'est en tout cas l'intention qu'il affichait dans une formule embarrassée dans sa réponse.

## **5. L'IHST dans la période Georges Canguilhem (1955-1971)**

Georges Canguilhem (1904-1995) fut nommé Professeur à la Sorbonne en 1955, reprenant la chaire de Gaston Bachelard. C'est très formellement que Bachelard organise le 22 décembre 1955 la septième Assemblée Générale du Comité Directeur de l'IHST. Après la précédente de 1948, ce fut la seconde et la dernière que Bachelard convoqua. Treize membres étant décédés depuis la précédente réunion, le nouveau Comité comporte 56 membres, dont Louis de Broglie, Président d'honneur. Bachelard informe qu'il a pris sa retraite depuis octobre 1954. Il décline la proposition du recteur Sarailh, transmise par son représentant (M. Bartoli) de demeurer s'il le souhaite Président du Bureau. Après désignation par le Comité de nouveaux membres, Bachelard propose un nouveau bureau, où Canguilhem apparaît comme Directeur de l'Institut. L'Assemblée approuve l'ensemble des propositions. Canguilhem devint ainsi le dernier Directeur de l'IHST dans sa forme d'Institut d'Université. À dater du 1<sup>er</sup> janvier 1971, en effet, ces entités administratives disparurent, tandis que Canguilhem prenait sa retraite quelques mois plus tard.

La figure de Georges Canguilhem est tout aussi emblématique de l'IHST que celle de Bachelard. Quand il n'est pas désigné par son lieu (« La rue du Four »), l'Institut est souvent identifié et célébré, hors ses membres, comme « le Centre qu'ont dirigé Bachelard et Canguilhem ». On se réfère par là à deux figures qui, chacune à sa manière, comme Abel Rey avant eux d'ailleurs, ont illustré l'idée d'une philosophie des sciences insistant sur l'historicité des sciences. Canguilhem a cependant représenté un moment exceptionnel. Sous sa direction, l'IHST s'est développé comme il ne l'avait jamais fait auparavant, selon les deux dimensions de l'enseignement et de la recherche. C'est lui qui a, en effet, engagé l'IHST dans la voie d'un Centre de recherche en obtenant la création d'une équipe CNRS implantée à l'IHST.

Comme dans les deux précédents épisodes, l'évolution de la bibliothèque nous fournit le premier indice du dynamisme de l'Institut sous sa direction. Les chiffres du tableau 2 sont sans équivoques. Quoiqu'il se soit régulièrement plaint du manque de crédits capables de réaliser les achats de livres et revues qu'il

jugeait indispensables, il a réussi à acheter 2330 volumes en seize ans, soit un rythme d'acquisitions de 145 volumes par an en moyenne, soit une fois et demie davantage que du temps de Rey (qui, rappelons-le, n'a que très peu acheté, les acquisitions résultant essentiellement de dons), six fois davantage que dans la période Bachelard, et – ce qui est plus significatif sans doute – deux fois plus que dans la période 1972-1993, avec ses nombreux directeurs. Les acquisitions de Canguilhem manifestent en outre, d'un point de vue qualitatif, une volonté méthodique de mettre à disposition des étudiants et des chercheurs les sources primaires et secondaires essentielles en histoire des sciences. Cette politique d'achats (*top down* pourrait-on dire) est certainement très différente de celle (*bottom up*) qui prévaut aujourd'hui, à l'Institut comme ailleurs, d'acheter les ouvrages dont les chercheurs individuels, notamment ceux qui bénéficient de programmes financés, estiment avoir individuellement besoin, au jour le jour.

L'enseignement fournit un second critère d'appréciation. Peu après son arrivée, Canguilhem a entrepris de réformer le programme du Certificat d'histoire et philosophie des sciences. Un remarquable document de trois pages intitulé « Exposé des motifs pour un projet de réforme concernant la nature des épreuves et la composition du programme », daté du 15 décembre 1958, en expose les principes. Canguilhem note d'abord l'évolution profonde de la situation de l'histoire des sciences en France : création par l'Académie des sciences du Comité national d'histoire et de philosophie des sciences<sup>52</sup>, inscription de l'histoire des sciences dans diverses filières d'enseignement supérieur, et représentation explicite de l'histoire de la pensée scientifique dans la structure de l'École Pratique des Hautes Études. L'histoire et la philosophie des sciences se sont professionnalisées. L'IHST se doit donc de s'adapter à cette situation nouvelle, et d'éviter que le Certificat d'histoire et philosophie des sciences de la Faculté des Lettres ne vienne à être en décalage par rapport au niveau des études d'histoire des sciences en d'autres lieux. Ces motifs de réforme nous intéressent, car leur exposé, manifestement important pour Canguilhem, témoigne d'une époque où l'Institut avait encore une mission explicite et fondamentale de formation initiale. On n' imagine plus aujourd'hui l'équipe de l'IHPST se présenter comme responsable de l'organisation des enseignements de licence.

<sup>52</sup> Aujourd'hui dénommé « Comité national français d'histoire et de philosophie des sciences ».

Canguilhem propose donc en 1958 : (1) de remplacer l'épreuve de philosophie générale par une épreuve obligatoire de philosophie des sciences, sauf pour les candidats déjà titulaires du Certificat de philosophie générale et de Logique ; (2) de remplacer les anciennes options, qu'il juge trop vagues, par « deux options bien tranchées » d'une part « Sciences exactes et Cosmologie », d'autre part « Biologie et Anthropologie ». Cette réforme, fruit d'une large discussion avec ses collègues de la Faculté des Lettres et de la Faculté des sciences, fut formellement soumise à la Section de Philosophie, qui l'adopta le 28 novembre 1958 . Canguilhem la porta aussi à la connaissance de l'Académie des sciences, et du Comité national d'histoire et de philosophie des sciences, qui approuva aussi. Les archives de l'IHPST contiennent un courrier de Louis de Broglie Président du Comité national, mais aussi Président d'honneur du Comité directeur de l'IHPST et Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, sans oublier qu'il était Prix Nobel de Physique (excusez du peu !), qui montre son intérêt et promet de soumettre à discussion dans le Comité national<sup>53</sup>. Le Comité national mit trois ans à se prononcer, mais son retour fut impressionnant. Le 26 février 1962, le Comité national, suite à une consultation écrite, adopta par 25 voix sur 35 une résolution recommandant: (1) que le Certificat d'histoire et de philosophie des sciences (ou « tout certificat analogue ») puisse valoir pour l'autorisation d'inscription au concours d'agrégation de philosophie, en remplacement des épreuves de P.C.B. (Physique-Chimie-Biologie) pour les candidats non titulaires du baccalauréat de mathématiques élémentaires ; (2) que ce Certificat (ou tout Certificat analogue en province) puisse être substitué à l'un des certificats exigés par les Facultés des Sciences pour l'obtention d'une licence ès sciences.

La réforme fut mise en œuvre à la rentrée 1959 à la Faculté des Lettres. Il faut bien reconnaître que les affiches correspondantes, moins rutilantes que les immenses affiches des années 1930, étaient infiniment plus claires quant au but des études. Il semble que cette nouvelle organisation, combinée avec le talent professoral de Georges Canguilhem et des enseignants qu'il mobilisait autour de lui ait porté ses fruits. Nous avons retrouvé une partie des tableaux statistiques relatifs au Certificat d'histoire et de philosophie des sciences que le Rectorat de Paris a demandées à Canguilhem de

<sup>53</sup> Georges Canguilhem à Louis de Broglie, 8 décembre 1958 ; Louis de Broglie à Georges Canguilhem, 13 décembre 1958.

fournir dans les années 1960. De 1961 à 1964, les effectifs fluctuent autour de 40-45 étudiants. Mais à partir de 1964, l'augmentation est très significative. Dans le tableau 3, nous avons porté les effectifs donnés pour les années 1961 à 1970, en comparant (à défaut d'une meilleure mesure) avec l'évolution du nombre total d'étudiants en France dans la même période. Les années pour lesquelles aucun nombre n'est donné correspondent à des lacunes dans la documentation disponible. On constate que les effectifs du Certificat ont plus que quadruplé de 1961 à 1970, tandis que le nombre des étudiants français était à peine multiplié par trois. De 1961 à 1964, ces effectifs stagnent, et régressent relativement au nombre d'étudiants en France (+ 50%). Mais de 1964 à 1971, il y a quintuplement, tandis que le nombre total des étudiants français ne fait que doubler. Un résultat aussi spectaculaire ne peut sans doute être dû au hasard. La période Canguilhem s'est traduite par une attractivité remarquable du Certificat qu'il pilotait. Nous ne disposons malheureusement pas de statistiques comparables pour les décennies antérieures ou postérieures.

On peut attribuer ce succès à une politique pédagogique claire. La mise en place de la réforme du Certificat s'est accompagnée d'une meilleure prise en charge des étudiants, à leur niveau propre. Avec Canguilhem, on a cessé d'entretenir la confusion qui avait plus ou moins régné dans les décennies antérieures. On a cessé en particulier de mêler les publics des divers niveaux d'étude et de masquer la paucité des « cours » par une avalanche de « conférences » qui dispersaient les étudiants<sup>54</sup>. Simultanément, Canguilhem a fait valoir les objectifs spécifiques de « recherche » que se devait de développer l'Institut. C'est ainsi que les doctorants ont commencé à interagir entre eux dans des séminaires dédiés, tandis que Canguilhem a commencé à œuvrer en faveur de la création d'une équipe associée au CNRS, dès que le CNRS a créé les « Équipes de recherche associées » (ERA). Le meilleur exemple en est donné par le tome 11 de la revue *Thalès* (« Année 1960 », paru 1962). Ce volume est un véritable livre collectivement écrit. Sous le titre « Du développement à l'évolution au XIX<sup>e</sup> siècle », les chapitres numérotés furent rédigés par Canguilhem et plusieurs des jeunes chercheurs qui l'ont accompagné dans cette remarquable aventure

<sup>54</sup> Voir les notes préparatoires manuscrites, très probablement écrites par Canguilhem, en vue de l'assemblée générale du Comité directeur du 8 mars 1963.

intellectuelle : Georges Lapassade, Jacques Picquemal et Jacques Ullmann<sup>55</sup>.

Terminons justement sur l'évolution des instances dans la période Canguilhem. En 1963, à ce qui semble avoir été la dernière Assemblée Générale du Comité directeur de l'Institut d'université, Canguilhem pose la question : « Faut-il maintenir un comité directeur aussi large ? ». Il propose de simplifier et de resserrer l'instance de pilotage à un bureau constitué des membres professionnellement [souligné dans le texte] les plus actifs (...) du Comité directeur ». C'est ce qui se produira de manière naturelle quelques années plus tard, lorsque les Instituts d'université disparaîtront. Devenue une simple composante de l'Université rattachée à une UER (Unité d'enseignement et de Recherche), la rue du Four conservera son nom (IHST), et aura un Conseil scientifique constitué des membres statutaires appartenant au corps enseignant de Paris 1. C'est ainsi que Suzanne Bachelard sera élue par ses pairs en 1971, en remplacement de Georges Canguilhem, et c'est ainsi que tous les directeurs ultérieurs de l'Institut seront aussi élus.

En 1966, Georges Canguilhem constitua un dossier en vue d'un contrat d'association entre l'IHST et le CNRS, l'année même où l'organisme national a créé les E.R.A. (Équipes de Recherche associées). Les liens de l'Institut avec le CNRS n'étaient pas nouveaux : depuis 1949 au moins, des crédits avaient été ponctuellement attribués, notamment pour l'édition de la revue *Thalès*. Était demandée la création d'une Équipe « dans le domaine de l'histoire des sciences », en s'appuyant sur plusieurs attachés de recherche CNRS déjà présents dans l'Institut (Coumet, Ducrot, Morice, Rashed, Sébestik), deux Professeurs de l'Université de Paris (Canguilhem, S. Bachelard), un assistant de logique de la Faculté des Lettres et Sciences humaines (Fichant), un directeur d'études à l'EPHE (Costabel), un chargé d'enseignement à l'Université de Clermont-Ferrand (Serres), et un doctorant de 3<sup>e</sup> cycle (Hammadjan). La demande fut adressée au CNRS le 30 juin et à l'Université de Paris le 9 septembre.

<sup>55</sup> Notons au passage les trois autres numéros de *Thalès* parus sous Canguilhem (t. 9, année 1958, paru en 1959), (t. 10, année 1959, paru en 1960), 1966 (t. 12, année 1966, paru en 1968). Tous les tomes parus dans l'époque Canguilhem, quoique majoritairement constitués de textes d'auteurs gravitant autour de l'IHST, ont été dans le sens d'une revue de recherche. En dépit de sa qualité, la revue semble avoir été arrêtée pour éviter qu'elle ne concurrence la *Revue d'histoire des sciences*.

La décision de principe de créer une équipe associée fut prise par le Directeur du CNRS le 31 janvier 1967. Après échange avec le rectorat de l'Académie de Paris, la convention d'association avec le CNRS fut signée le 24 avril 1967, aboutissant à une « ERA 81 ». La création de cette équipe CNRS considérablement modifié la nature du collectif installé rue du four. La recherche y est devenue officiellement une mission, avec des personnels affectés et des crédits récurrents. Ainsi les germes ont-ils été posés d'une singularité institutionnelle consistant en ce que deux entités, l'Institut et l'équipe CNRS, occupaient strictement le même lieu physique. Au début, la coexistence des deux entités n'a eu que des avantages : les noms n'étaient pas distingués (ou à peine), et la fonction directoriale était assumée par la même personne. Canguilhem, directeur de l'Institut, fut aussi le premier directeur de l'équipe associée. Il en alla de même pour Suzanne Bachelard en 1971. Mais, comme on le verra dans la section 6, cette bicéphalie est devenue source de tensions qui n'ont cessé de croître avec le temps.

La question du nom de l'équipe nouvellement formée mérite d'être abordée. Cette équipe n'a pas eu au départ de nom spécial en tant qu'équipe CNRS, hormis son nom de code. Mais l'ambiguïté fut là dès le début. Dans un courrier du 22 mars 1967 adressé par le rectorat à Georges Canguilhem, celui-ci est informé que le directeur du CNRS lui a adressé « un projet de convention, tendant à donner au laboratoire de l'Institut d'histoire des sciences et des techniques le statut d'Équipe de Recherche associée du CNRS. » On voit poindre ici une différence entre l'Institut et son laboratoire. Toutefois cette nuance disparaît dans la rédaction de la convention elle-même, qui dit : « L'équipe de recherche "Institut d'histoire des sciences et des techniques » est associée au CNRS pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1967 au 31 décembre 1969 ». L'identification verbale de l'Institut et du laboratoire est reconduite lorsque l'ERA 81 est renouvelée le 23 janvier 1971. Quelques semaines plus tard, Georges Canguilhem prenait sa retraite et mettait fin à sa fonction de Directeur de l'Institut et de l'ERA 81.

Bien entendu, pour peu que l'on y réfléchisse, l'équivoque quant au nom ne pouvait être entretenue très longtemps, au moins dans les formulations administratives. Quoique devenu une équipe de recherche associée, l'Institut ne pouvait s'y réduire, car il conservait d'importantes fonctions d'enseignement à l'Université. Dans la section suivante, nous nous concentrerons sur les hésitations et difficultés institutionnelles qui sont nées de cette équivoque. Quoi



qu'il en soit, avec le retrait de Canguilhem se termine une histoire de trois décennies, où trois directeurs avaient marqué de leur forte empreinte une institution. La période Canguilhem, la plus longue, a sans aucun doute été aussi celle où le Directeur a combiné une forte personnalité intellectuelle, un exceptionnel talent pédagogique, et de tout aussi remarquables qualités d'administrateur. Intellectuellement, elle a aussi été marquée par l'éclat que Canguilhem a donné à l'histoire et à philosophie de la biologie et de la médecine. Le modèle intellectuel a marqué des générations de chercheurs.

## **6. IH(P)ST et CNRS: coexistence, dépérissement, fusion (1971-2001)**

Le tableau 1 récapitule l'histoire complexe du rapport entre l'Institut et l'équipe CNRS. Dans la période allant de 1971 à 2001. L'Institut a changé de nom, devenant IHPST (Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques) en 1989.

L'équipe CNRS a de son côté changé plusieurs fois de nom et de statut administratif : l'ERA 81 est devenue en 1974 une équipe d'« histoire et philosophie des sciences ». En 1986, cette équipe, gardant le même nom thématique, fait place à une « Unité de recherche associée », l'URA 1079. Celle-ci s'est elle-même transformée en 1999 en une « Unité mixte de recherche », l'UMR 8590, qui existe toujours. Dans cette nouvelle équipe, désignée comme équipe de « Philosophie des sciences », le mot « histoire » a disparu. Enfin, en 2001, l'Institut et l'unité de recherche CNRS ont fusionné, sous le nom de « UMR 8590, Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques ».

Simultanément, comme on l'a déjà mentionné, les « instituts d'université disparaissent » avec la réforme des universités, qui devient effective en 1971. À la fin de cette année-là s'est d'ailleurs produit un incident insolite. La Faculté des Lettres de l'Université de Paris s'étant disloquée en deux UER relevant respectivement des nouvelles universités Paris 1 et Paris 4, le CNRS avait adressé le 22 juin 1971 au Président de l'Université Paris 4 un « projet de convention établi entre l'Université Paris 4 et le Centre National de la Recherche Scientifique concernant l'Équipe de recherche associée n° 81, intitulée "Histoire des sciences et des Techniques" dirigée par Mlle Bachelard ». Le Directeur du CNRS demande à Paris 4 de renvoyer la convention signée, en sorte qu'elle prenne effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971 (donc, s'il n'y a pas d'erreur et si nous comprenons bien, de manière rétroactive, sans

doute pour éviter un vide juridique dans les mois suivant le démembrement de l'Université de Paris). Recevant copie de cette lettre, Suzanne Bachelard adresse alors une lettre au directeur administratif et financier du CNRS, le 18 juillet 1971. Signée en qualité de « Directeur de l'ERA 81 » cette lettre dit ceci :

« M. Canguilhem, Directeur de l'Institut d'Histoire des sciences, les chercheurs et moi-même avons été très surpris d'apprendre que rien n'avait été fait pour notre rattachement à l'Université Paris 4. Du fait de notre appartenance à l'U.E.R. par dérogation dirigée par M. Mousnier, nous pensions être intégrés dans cette Université. Dans ces conditions, nous avons demandé notre rattachement à l'Université de Paris 1. (...) Pour le moment, nous dépendons toujours financièrement de l'Académie de Paris ».

Nous ne décrivons pas ici l'évolution de l'Institut et de l'équipe CNRS de 1971 à 2001 dans toute l'étendue de leurs personnels et de leurs travaux. Nous nous contenterons de dire quelques mots des directeurs des entités et des débats sur les grandes orientations intellectuelles qui ont accompagné l'évolution des instances.

En ce qui concerne les directeurs, on peut distinguer quatre époques. Dans la première, allant de 1971 à 1986, l'Institut et l'équipe CNRS ont été dirigés par un seul individu à la fois : Suzanne Bachelard puis Jacques Bouveresse (1984-1988), tous deux professeurs à Paris 1.

Dans un second temps, de 1988 à 1994, les choses se compliquent. François Dagognet devient directeur de l'Institut, tandis que l'unité CNRS adopte une direction bicéphale (François Dagognet et Philippe de Rouilhan). Le même schéma est reproduit lorsque Jean-Pierre Sérís, arrivé à Paris 1 en 1991<sup>56</sup>, prend la succession de Dagognet comme Directeur de l'Institut, et partage avec Philippe de Rouilhan la direction de l'équipe CNRS.

En 1992, une situation inédite apparaît. Anne Fagot-Largeault est recrutée comme professeur à Paris 1, sur le poste antérieurement occupé par Jean-Pierre Sérís, décédé en 1994. Après ce décès, Philippe de Rouilhan est confirmé comme directeur de l'unité CNRS et demeure seul à ce poste. Simultanément, il « fait fonction » de directeur de l'Institut, comme l'avait fait antérieurement Jacques Bouveresse. Autrement dit, il gère les échanges administratifs avec Paris 1. Cette situation dure jusqu'en 2001.

<sup>56</sup> Il semblerait que, par le fait d'une erreur administrative, combinée avec un grave accident médical, le départ retardé de François Dagognet en retraite ait résulté d'une erreur administrative (communication personnelle de Jean Mosconi, qui était alors Directeur de l'UFR de philosophie). Mais cette information hypothétique, selon Jean Mosconi lui-même, demanderait confirmation et clarification.

Au Printemps 2001, Philippe de Rouilhan plaide en faveur d'une « fusion » entre l'Institut et l'unité CNRS, et entre en négociation avec l'UFR. L'accord se fera à chaud, à la faveur de ce que certains ont appelé une « profonde crise<sup>57</sup> », au cours de laquelle Jean Gayon, nommé Professeur à Paris 1 sur le poste d'Anne Fagot-Largeault, annonce qu'il refuse de prendre le poste lorsqu'il comprend qu'il ne succèdera pas à Philippe de Rouilhan rue du Four, et obtient de son Université d'origine (Paris 7) qu'elle accepte de le reprendre. Par ignorance, en outre, il n'a pas bien compris toutes les subtilités relatives aux deux entités de la rue du Four. Dans ce contexte, l'UFR de philosophie, dirigée par Denis Kambouchner, adopte une résolution que le directeur transmet au CNRS : l'UFR déclare accepter la « fusion », à condition qu'une place soit réservée à l'histoire des sciences et à condition que le nom de l'UMR (« Philosophie des sciences ») soit modifié en conséquence. L'UFR exprime en outre le souhait que le directeur de l'entité fusionnée soit statutairement un professeur de Paris 1<sup>58</sup>. La directrice de l'Institut, Mme Maurel, répond qu'elle accepte le principe d'une fusion assortie de la garantie que l'histoire des sciences gardera une place à l'IHPST, mais qu'elle est opposée à ce que la direction soit statutairement réservée à un professeur de Paris 1. Elle voit là une disposition non seulement imprudente pour le laboratoire, mais aussi de caractère « désobligeant » envers « l'un des deux principaux corps qui composent l'UMR 8590, y compris, en particulier, son directeur actuel, M. de Rouilhan ». Le CNRS fera savoir quelque temps après que si l'UMR ne trouve pas un accord franc sur le nom du futur directeur à l'Automne, l'unité sera dissoute. Jean Gayon, après échange avec le futur directeur pressenti par l'UMR, décidera finalement de lui faire confiance et de venir à Paris 1. Au 1<sup>er</sup> janvier 2002, la fusion devient effective et l'IHPST devient le nom officiel de l'unité CNRS. Jacques Dubucs, proposé à l'unanimité par l'unité CNRS, prend alors sa fonction de directeur. Ainsi s'est achevée une période de trente années au cours desquelles l'IHPST avait été le « siège institutionnel » d'une équipe CNRS.

Dans le dossier de demande de renouvellement de l'UMR déposé en 2004, son directeur Jacques Dubucs a décrit la crise qu'on vient d'évoquer en des termes non dépourvus d'humour mais lucides :

<sup>57</sup> Dossier de renouvellement de l'UMR 8590, transmis en 2004 aux tutelles par J. Dubucs, directeur.

<sup>58</sup> Denis Kambouchner à Philippe Régnier, Chargé de mission au Département Sciences humaines et Sociales, 11 juin 2001.

« Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2002, les locaux dévolus par l'Université Paris I aux activités de l'UMR étaient également ceux que la Sorbonne avait attribués, dès 1935, à l'*Institut d'Histoire des Sciences* (...). Cette coexistence en un même lieu d'une équipe de recherche (d'abord « équipe associée », puis « unité de recherche associée ») articulée au C.N.R.S. et d'une vénérable institution au passé glorieux avait fini par produire de manière visible tous les effets inévitables auxquels on aurait pu s'attendre dès la création de l'équipe (...) : l'Institut, dont la direction avait, en des temps anciens, été l'apanage du titulaire de la "chaire" d'Histoire des sciences de la Sorbonne, ne tenait plus sa vie réelle que de l'activité de l'équipe de recherche qu'il enfermait en ses murs, tandis que l'équipe elle-même se heurtait à une ambiguïté institutionnelle qui la tenait invisible et coite. En bref, le mort saisissait ostensiblement le vif, et il ne se trouva personne, lorsque Philippe de Rouilhan, directeur de l'UMR, mit le dossier sur la place publique au cours du printemps 2001, pour disconvenir qu'il était grand temps d'en finir avec cette cohabitation délétère entre une équipe de recherche effective et une institution qui n'était plus guère qu'un *ens rationis*. Fusion ou séparation, il fallait choisir. »

La discrète guerre de tranchée institutionnelle que nous avons retracée s'est doublée d'évolutions intellectuelles significatives, dans les trente années qui ont suivi la retraite de Georges Canguilhem. En premier lieu, un nombre important de membres de l'Institut et de l'unité CNRS s'est massivement investi dans la logique. Ils l'ont fait simultanément dans leurs enseignements à Paris 1 (licence et maîtrise de logique, mises en place dans cette période) et dans les recherches menées rue du Four. Cette évolution importante n'a pas coïncidé avec la ligne invisible de partage entre l'Institut et l'équipe CNRS. Elle s'est en fait accomplie de part et d'autre, chez les universitaires et chez les chercheurs CNRS. En second lieu, la philosophie des sciences, en tant qu'investigation distincte de l'histoire des sciences, a pris de l'importance, notamment à l'approche des années 2000. Cette évolution a été favorisée par la croissance et la complexification des équipes d'histoire et de philosophie des sciences, en France et plus spécialement à Paris. Dans les années 1930 et 1940, aucun centre, aucune structure institutionnelle n'existait dans le domaine de l'histoire et de la philosophie des sciences en dehors de l'Institut de la rue du Four et du Centre de Synthèse. Un demi-siècle plus tard, les équipes d'histoire des sciences, souvent portées par le CNRS, avaient proliféré ; la logique elle-même avait trouvé à se développer en d'autres lieux (par exemple l'équipe de Roger Martin à Paris 5). Ce facteur contextuel a incité les équipes de recherche à se spécialiser. C'est ainsi que les recherches de la rue du Four se sont spécialisées dans un sens qui les ont démarquées d'autres lieux où l'histoire des sciences avait prospéré. La « Philosophie des sciences » est ainsi devenue peu à peu un point d'équilibre raisonnable. Même si certains membres de l'actuel IHPST ont gardé un solide ancrage dans l'histoire des sciences, il est clair que dans le sigle « IHPST », le « H » et le « T » sont devenus beaucoup moins visibles. Comme on a essayé de le montrer ici, la logique des

institutions ne cadre qu'imparfaitement avec les engagements et les passions intellectuelles.

## 7. Conclusions

Nous avons ici essayé d'identifier celui des aspects de l'Institut créé en 1932 qui explique le mieux ses succès et ses infortunes sur une durée de plus de quatre-vingts ans environ. L'IHS fut pensé et installé comme un organisme ayant une mission principale d'enseignement. L'enseignement de l'histoire des sciences est ce qui, au départ et pendant longtemps, a justifié son existence, et suscité des soutiens matériels et symboliques importants. Porté par de brillantes personnalités intellectuelles, l'Institut a très aisément gagné la confiance du CNRS à partir des années 1950. C'est alors qu'une logique institutionnelle de recherche est entrée en concurrence avec la logique d'enseignement. Dans un contexte de diversification des équipes de recherche spécialisées dans les études sur la science, la tonalité philosophique de l'Institut de la rue du Four, congénitale en raison du lien entre cet Institut et un grand département de philosophie, a fini par l'emporter, fragilisant l'union de l'histoire et de la philosophie célébrée les premiers directeurs.

Mais en concluant ainsi, nous concédons sans doute encore trop à la fiction – idéalisante et idéaliste – d'une histoire dont le ressort ultime serait intellectuel et seulement cela. Résumons donc froidement *ce qui s'est passé*. Avec la loi Faure de réforme sur les universités, les « instituts d'université » ont disparu. Le centre de la rue du Four a donc cessé d'être un « organisme » indépendant au sein de son université d'appartenance. Son comité directeur, fait principalement de personnalités externes, s'est graduellement éteint. Dans les années 1990, on évoquait parfois encore ce mystérieux patronage. Mais en pratique il avait été remplacé par un Conseil formé des statutaires qui y avaient une activité. On ne savait même plus très bien s'il fallait y compter les chercheurs CNRS ou non. Simultanément les missions de l'entité se sont elles aussi fondées dans l'organisation administrative des UER, rebaptisées plus tard UFR. Le Certificat d'histoire et philosophie des sciences, si important du temps de Georges Canguilhem a disparu, car avec la loi Fouchet de 1966, les certificats ont disparu. Quant au « Diplôme de l'Institut d'histoire des sciences », justification première du Décret de 1932, il a fait place à une spécialité parmi d'autres du DEA (« Diplôme d'Études Approfondies ») de philosophie,

et a donc aussi été absorbé par les UFR. Quant à la recherche, on l'a déjà dit, elle s'est au fil du temps entièrement fondue dans le moule de l'équipe CNRS. Ne restait donc qu'une coquille vide. La formule ironique d'*ens rationis* utilisée dans le dossier quadriennal 2005-2008 est aussi, malheureusement, une formule juste. Ne restait donc qu'une entité dont l'unique justification était d'être le « siège » d'une unité CNRS, ce siège recevant des crédits au demeurant non négligeables de l'Université, qui finançaient en définitive les mêmes opérations que celles gérées par cette unité CNRS, unité qui elle-même comprenait à la fois les chercheurs CNRS et les enseignants-chercheurs. L'Institut était donc devenu un facteur symbolique dont l'effet le plus clair était de diviser, comme l'a amplement montré l'expérience des directions bicéphales.

Qu'on le veuille ou non, cette histoire a été canalisée par des facteurs institutionnels qui dépassaient largement le cadre de l'Institut.

### **Remerciements**

Nous savons gré à Mme Marie-Caroline Luce, archiviste à l'Université Paris 1, de son accueil et sa disponibilité au Service des archives de cette université. Nous remercions Jean-François Braunstein, précurseur sur le sujet de la présente étude, pour l'amicale et utile discussion que nous avons eu avec lui. Nous sommes redevables enfin à plusieurs collègues de l'IHPST d'avoir bien voulu mobiliser leur mémoire et apporter des éléments d'information et des éclairages précieux : Michel Bourdeau, Jacques Bouveresse, Anne Fagot-Largeault, Jean Mosconi, Philippe de Rouilhan, Hourya Sinaceur. Nous sommes enfin reconnaissants à Elisabeth Valsecchi-Gayon pour sa relecture, ses recommandations bibliographiques et ses commentaires.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**UNIVERSITÉ DE PARIS**  
**INSTITUT D'HISTOIRE**  
DES  
**SCIENCES ET DES TECHNIQUES**

Année scolaire 1937-1938

**I. — PRÉPARATION AU CERTIFICAT ET AU DIPLOME D'HISTOIRE ET PHILOSOPHIE DES SCIENCES**

Evolution des sciences et de la pensée scientifique. — M. Abel REY, Professeur à la Sorbonne, Directeur de l'Institut : Ouverture des Conférences le 8 Novembre.

1° Histoire des sciences dans ses rapports avec la logique et la philosophie générale (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> semestres). Faculté des Lettres, Mardi à 17 heures, Salle C.

2° Direction de travaux : A l'Institut, sur rendez-vous.

3° Séminaire d'Histoire et Philosophie des Sciences. Lundi 17 heures et 18 heures, à l'Institut d'Histoire des Sciences et des Techniques, 13, rue du Four : Les aspects de la Science contemporaine - leur filiation historique et leurs interprétations philosophiques.

M. Abel REY, Professeur à la Sorbonne, Directeur de l'Institut : Initiation à l'Histoire des Sciences jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et à l'histoire générale de la pensée scientifique.

M<sup>me</sup> H. METZGER, Docteur de l'Université de Paris, Membre de l'Académie internationale d'Histoire des Sciences : Initiation à l'étude de l'Histoire des Sciences de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

4° Directions d'Etudes

M. Pierre DUCASSE, Secrétaire général des Travaux Scientifiques de l'Institut : Initiation à l'Histoire et à la Philosophie des Sciences à partir du XIX<sup>e</sup> siècle.

M. Jean MARIANI, Assistant au Collège de France et M. Emile PINEL : Initiation à l'Histoire et à la Philosophie des Sciences (époque contemporaine).

**II. — COURS DES FACULTÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR A PARIS**  
**INTÉRESSANT LE PROGRAMME DE L'INSTITUT**

Science Chinoise. — M. KANG WOO, Professeur de l'Université Sun Yat-sen de Canton, chargé de Cours : Conférences et travaux pratiques de bibliographie chinoise (Les travaux pratiques dirigés par M. le Professeur KANG WOO seront répartis selon les besoins de l'enseignement sur toute l'année scolaire). Institut des Hautes Etudes chinoises à la Sorbonne, galerie Richelieu.

Philosophie contemporaine. — M. Edouard LE ROY, Professeur au Collège de France : L'exigence idéaliste et les grands problèmes traditionnels de la philosophie, les Mardis à 18 heures, Salle 8. — Vie et Invention : les époques de la pensée, la crise contemporaine, les Jeudis, à 17 heures, Salle 8 (Ouverture du Cours le 4 Janvier).

Temps modernes. — M. KOYRE, Directeur d'études à l'École des Hautes Etudes : Autour de Galilée : les répercussions de l'héliocentrisme, Vendredi à 16 heures (École des Hautes Etudes).

Théories physiques. — M. Louis de BROGLIE, Professeur à la Faculté des Sciences : Théories récentes du champ électromagnétique et de la lumière, les Lundis et Jeudis à 9 h. 15, Amphithéâtre Darboux, Institut Henri Poincaré.

Histoire de la Médecine. — M. le Professeur LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur à la Faculté de Médecine : Histoire de la Neuropsychiatrie. — Les Lundis à 16 heures à la Faculté de Médecine, à partir du 22 Novembre.

Sciences humaines. — M. Paul PELLJOT, Professeur au Collège de France : Etude critique des ouvrages de Marco Polo, les Lundis à 13 h. 30, Salle 4. — Traductions de textes mongols littéraires et épigraphiques inédits, les Vendredis, à 11 heures, Salle 4 (Ouverture du cours le 3 Décembre).

M. Marcel MAUSS, Professeur au Collège de France : Etude de quelques faits montrant d'importantes relations entre la psychologie (cosmologie en particulier) et certains peux (mit de coque, cerf-volant, jeux de table), les Mercredis, à 17 heures, Salle 4 (Ouverture du cours le 1<sup>er</sup> Décembre).

Sciences économiques. — M. G. PIROU, Professeur à la Faculté de Droit, chargé de Conférences à l'École pratique des Hautes Etudes : L'évolution de la théorie économique aux Etats-Unis et en Angleterre depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. — Ecole des Hautes Etudes, Mercredi à 17 heures.

M. L. BAUDIN, Professeur à la Faculté de Droit : Histoire des doctrines économiques. Faculté de Droit, Mercredi et Vendredi à 16 h. 50.

Préhistoire. — M. l'abbé H. BREUIL, Professeur au Collège de France : L'art rupestre et mobilier chez les peuples chasseurs (Australiens, Esquimaux, etc.), les Mercredis à 16 h. 15, Salle 3. — Le quaternaire et la Paléolithique anciens dans les vallées du Nord de la France, les Lundis et les Vendredis. (Ouverture du cours le 1<sup>er</sup> Décembre).

Histoire de la Technique dans ses rapports avec l'histoire de l'Industrie et du Commerce. — M. Marcel HERUBEL, Assistant à la Faculté des Sciences, Membre de l'Académie de Marine : Principes et méthodes de l'Economie maritime, les Lundis, à 17 h. 15 : suite de l'évolution de la pêche maritime. Les origines et l'évolution des Ports (suite), les Mercredis, à la même heure.

**III. — CONFÉRENCES DE L'INSTITUT (\*)**

**SECTION I**  
**HISTOIRE GÉNÉRALE**  
**ET PHILOSOPHIE**  
**DES SCIENCES**

M. CARNEIRO, Docteur de l'Université de Paris, Professeur agrégé à l'Université de Rio-de-Janeiro : La philosophie chimique d'Auguste Comte (2 conférences).

M. DUGAS, Ingénieur au Corps des Mines : Essai sur l'incompréhension mathématique (2 conférences).

M. P. DUCASSE, Secrétaire général des travaux scientifiques de l'Institut : Méthode positive et méthode cartésienne.

M. S. SCHIFFER : L'Astronomie et les mathématiques chaldéennes.

M. F. MAROTTE, Docteur ès sciences, Professeur au Lycée Charlemagne : La constitution de la mécanique classique (Huygens, Newton, Leibniz), étudiée en vue de l'enseignement (3 conférences).

M. P. SCHRECKER, Docteur de l'Université de Vienne, ancien collaborateur de l'Académie des Sciences de Berlin (édition internationale de Leibniz) : Science et philosophie mathématiques au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les origines de la méthode infinitésimale.

M. José Feliciano de OLIVEIRA, Professeur Honoraire de l'École Normale de São-Paulo, Membre de l'Institut historique de Rio-de-Janeiro : 1°) Initiation astronomique et exercices pratiques.

2°) L'Enseignement astronomique au Brésil (2 conférences).

M. DAUJAT, ancien élève de l'École Normale supérieure : L'électricité, la magnétisme dans les théories cartésiennes et atomistes (4 conférences).

M. Henri BOUSSILLIE, Ingénieur Hydrographe au Chef de la Marine en retraite, Professeur de Photogrammétrie au Conservatoire national des Arts et Métiers : Histoire de la Photogrammétrie (1 conférence).

M. ANTHOUARD, Professeur au Lycée Pasteur : Lazare Carnot, physicien (2 conférences).

**SECTION II**  
**HISTOIRE**  
**DES SCIENCES**  
**MATHÉMATIQUES,**  
**DE L'ASTRONOMIE,**  
**DE LA MÉCANIQUE**

**SECTION III**  
**HISTOIRE**  
**DES SCIENCES**  
**PHYSICO-**  
**CHIMIQUES**

**SECTION III**  
**(suite)**

**SECTION IV**  
**HISTOIRE**  
**DES SCIENCES**  
**BIOLOGIQUES**  
**ET NATURELLES**

**SECTION VI**  
**HISTOIRE**  
**DES SCIENCES**  
**HUMAINES,**  
**SCIENCES**  
**PSYCHOLOGIQUES,**  
**SCIENCES**  
**ÉCONOMIQUES.**

M. Th. KAHAN : L'indéterminisme et l'idée d'objet en théorie quantique.

MM. Georges DEBERANT, Chef du Service scientifique de l'Office National Météorologique et Philippe WEHLE, Directeur de l'Office National Météorologique : L'Hydrodynamique des fluides visqueux et le point de vue statistique (1 conférence).

M. J. PIVETEAU, Docteur ès Sciences, Chef de travaux de Paléontologie à l'École des Mines :

I. - Deux exemples de synthèses biologiques : 1°) L'Archétype tortillard. - 2°) Paléontologie et génétique (2 conférences).

II. - Quelques aspects du mouvement biologique contemporain en Angleterre : 1°) La renaissance du Darwinisme. - 2°) L'œuvre paléontologique de Watson.

M. Pierre GAVAUDAN, Docteur ès Sciences, chargé de Recherches à la Sorbonne : Les aspects cytologiques du cancer.

M. Hans POLLNOW, Docteur des Universités de Königsberg et de Berlin : Les origines de la Psychopathologie infantile contemporaine.

M. L. BRUNET, Assistant à l'Institut d'Histoire des Sciences : Recherches sur l'invention.

M. Jean ULLMO, Répétiteur d'Analyse à l'École Polytechnique : La monnaie et la formation des prix (6 conférences).

(\*) Pour les heures et dates des Conférences, consulter les affiches spéciales qui seront apposées en temps utile à l'Institut.

**SEMINAIRE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE DES SCIENCES** (Sous la direction de M. le Professeur Abel REY, avec le concours de M. P. DUCASSE, Secrétaire général des travaux scientifiques et de M. Lucien BRUNET, Assistant) : Conférences d'initiation de M. A. REY, Analyses de Mémoires et de recherches personnelles, à cinq Facultés.

**HISTOIRE DE LA BIOLOGIE, DES SCIENCES NATURELLES ET DE LA MÉDECINE** : S'adresser à M. le Professeur LAIGNEL-LAVASTINE, sur rendez-vous.

**RÉCEPTION DES ÉTUDIANTS** : Le Directeur reçoit à l'Institut le Lundi après le Séminaire.

Le Secrétaire reçoit le Lundi et le Vendredi à l'Institut de 15 heures à 17 heures.

MM. les Professeurs reçoivent à la fin de leurs Cours et de leurs Conférences.

**BIBLIOTHÈQUE**. — La bibliothèque de l'Institut et la bibliothèque Paul Schrecker rattachée à l'Institut seront ouvertes tous les jours, de 15 heures à 17 heures, sauf le Samedi.

Pour tous renseignements : Ecrire au Secrétariat général des Travaux scientifiques de l'Institut, 13, rue du Four, Paris (VI) ou s'adresser au Secrétariat (Tous les jours de 15 heures à 17 heures, sauf le Samedi (Tél. Odéon 60-36).

Vu : Le Directeur de l'Institut,

**Abel REY.**

Vu et Approuvé : Le Recteur, Président du Comité directeur de l'Institut,

**ROUSSY.**

Paris, Imp. administrative Centrale, 8, rue de Valenciennes (8)

Année	« Institut »	Tutelle	Directeur	Localisation statutaire des deux entités	Équipe ou unité de recherche	Tutelles	Directeur
1932	Institut d'histoire des sciences (IHS)	Un. de Paris, Sorbonne	A. Rey	13, rue du Four 75006 Paris	—	—	—
1933	Institut d'histoire des sciences et des techniques (IHST)	Un. de Paris, Sorbonne	Id.	Id.	—	—	—
1934	IHST	Un. de Paris, Sorbonne	Id.	Id.	—	—	—
1940	IHST	Id.	G. Bachelard	Id.			
1955	IHST	Id.	G. Canguilhem	Id.			
1967	IHST	Id.	Id.	Id.	ERA 81 (Équipe de recherche de P1 associée au CNRS), « Institut d'histoire des sciences et des techniques »	Un. de Paris & CNRS	G. Canguilhem
1971	IHST	Id.	S. Bachelard	Id.	Id.	Un. Paris 1 & CNRS	S. Bachelard
1972 <sup>59</sup>	IHST	Un. Paris 1	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.
1974	IHST	Id.	Id.	Id.	ERA 81, « Histoire et philosophie des sciences »	Id.	Id.
1984	IHST	Id.	J. Bouveresse <sup>60</sup>	Id.	Id.	Id.	J. Bouveresse <sup>61</sup>
1986 (?)	IHST	Id.	Id.	Id.	URA 1079, (Unité de Recherche de Paris 1 associée au CNRS), « Histoire et philosophie des sciences »	Id.	Id.
1988	IHST	Id.	F. Dagognet	Id.	Id.	Id.	F. Dagognet & Ph. de Rouilhan
1989	Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques (IHPST)	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.
1992	IHPST	Id.	J.-P. Sérís	Id.	Id.	Id.	Ph. de Rouilhan & J.-P. Sérís
1994	IHPST	Id.	Ph. de Rouilhan <sup>62</sup>	Id.	Id.	Id.	Ph. de Rouilhan
1999 <sup>63</sup>	IHPST	Id.	????	Id.	UMR 8590 (Unité Mixte de Recherche de Paris 1), « Philosophie des sciences »	Id.	Id.
2002	—	« Fusion » de l'IHPST avec l'UMR 8590 D'où l'entité « IHPST, UMR 8590 Paris 1/CNRS », Dir. Jacques Dubucs. Localisation statutaire : 13 rue du Four, 75006 Paris					
2010	—	IHPST, UMR 8590 Paris 1/CNRS, Dir. J. Gayon. Localisation : Id.					

**Tableau 1.** Noms des entités successives ayant constitué « l'Institut » (pour faire simple), de leur siège, et de leurs directeurs successifs.

<sup>59</sup> Date d'effet : 1/01/1972.

<sup>60</sup> Faisant fonction de facto.

<sup>61</sup> Nommé par le CNRS

<sup>62</sup> Faisant fonction de facto.

<sup>63</sup> Date d'effet : 15/01/1999.



Période	N° d'inventaire à la fin de la période	Nombre d'acquisitions	Taux moyen d'acquisitions par année
<b>1932-1940 (Rey)</b>	<b>950</b>	<b>950</b>	<b>106,6</b>
1941-1943 (Bachelard)	1121	171	68
1943-1948 Bachelard	1121	0	0
1948-1955 (Bachelard)	1333	212	28
<b>Total 1941-1955 (Bachelard)</b>	<b>1333</b>	<b>383</b>	<b>25</b>
<b>1955-1971 (Canguilhem)</b>	<b>3603</b>	<b>2330</b>	<b>145</b>
<b>1972-1993</b>	<b>4982</b>	<b>1379</b>	<b>65,5</b>

**Tableau 2.** Bibliothèque. Acquisitions d'ouvrages de 1940 à 1993.

Année	Nb d'étudiants inscrits dans le Certificat en décembre	Nombre d'étudiants en France
1961	45	210.900
1962	—	232.610
1963	—	270.610
1964	40	322.630
1965	67	367.601
1966	75	413.756
1967	~72 <sup>64</sup>	458.409
1968	—	509.898
1969	—	586.466
1970	193	625.551

**Tableau 2.** Évolution des effectifs d'étudiants inscrits dans le Certificat d'histoire et de philosophie des sciences à l'Université de Paris au mois de décembre de l'année mentionnée. La colonne de droite donne l'évolution globale du nombre d'étudiants en France dans la même période. Source : Catherine Moisan (dir.), *Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche* : édition 2013, septembre 2013, 431 p.

<sup>64</sup> Chiffre estimé à partir des effectifs en juin de l'année suivante.

